

N° 146 — JANVIER 1976

JAOUEN

— COMBRIT

LE REFUS
DU CHÔMAGE

(page 4)

LE PEUPLE BRETON

2^F
Mensuel

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

TROIS DISQUES :
SERVAT, STIVELL
KEVRENN-SANT-MARK



Photo M.P.B.

A PROPOS DE TROIS SONDAGES:

LES BRETONS EN CHIFFRES

Edito

MANIPULATION

LE gouvernement et les monopoles capitalistes détiennent entre leurs mains une formidable puissance, par la possession ou l'emprise qu'ils ont sur la majorité des moyens d'information de masse. Un pouvoir fondamentalement anti-populaire comme celui de Giscard, un gouvernement aussi manœuvrier que celui de Chirac peuvent s'en servir pour manipuler une opinion dont une grande partie n'accède qu'aux sources d'information officielles comme l'O.R.T.F. ou prétendues neutres ou apolitiques comme la grande presse régionale.

Cette manipulation de l'opinion est commencée, et il est net qu'elle s'accroît.

Déjà, sous Pompidou, on constatait une concentration de l'information sur certains secteurs marginaux, le problème de la drogue, par exemple, abordé sous son aspect sensationnel et sociologique ; on masquait ainsi pendant un temps des problèmes plus périlleux pour le régime. Dans le même temps on commençait à insécuriser le « Français moyen », de façon qu'il applaudisse ensuite aux succès d'une police qui, elle, ne se trompait pas d'objectif.

Sous Giscard, cette pratique devient systématique et est érigée en principe de gouvernement. La création de l'événement devient son fait et il sait habilement choisir l'heure où un problème doit surgir sur le devant de la scène. Ce pouvoir, qui se voudrait populaire, mais qui est tout entier dominé par la bourgeoisie, n'a d'avenir que dans l'emploi de l'illusion et l'application d'un certain nombre de techniques politiques, parfois anciennes d'ailleurs, mais utilisées ici avec une redoutable efficacité, aptes à ramener vers lui des couches de la population qui sont pourtant les premières victimes de sa désastreuse politique économique.

On constate ainsi qu'est suscitée une suite de campagnes, soigneusement orchestrées, qui dénaturent les problèmes ou qui empêchent une vision objective et raisonnée des faits. Que l'on songe aux « prisons » et à « la violence » ; le résultat, c'est que le public en vient à souhaiter une police de plus en plus violente, une justice de plus en plus expéditive, à tel point que l'on abat maintenant les preneurs d'otages, avec l'approbation générale, et que la notion même de procès devient progressivement synonyme de fatras inutile. Que l'on songe à la « pornographie », avec ce résultat remarquable que, se réclamant d'un large libéralisme, on en arrive à supprimer une censure classique par la plus hypocrite des censures qui soient, celle de l'argent. Que l'on songe à la Corse, où la provocation fut telle qu'on a pu parler de la « course » au premier mort entre les nationalistes et Poniatowski et que les syndicats de C.R.S. se sont publiquement plaints d'être manipulés. N'avait-elle pas pour but de faire accepter la répression d'octobre en Bretagne, en Corse, en Occitanie et en Euzkadi, et, au-delà, la condamnation par Giscard de toute mesure de régionalisation ?

Et puis c'est l'armée, au moment précis où la gauche française retrouvait une démarche unitaire. Alors que nous continuons à nous battre contre l'arbitraire de la répression en Bretagne, voilà que maintenant des permanences syndicales sont perquisitionnées, que des militants syndicalistes sont emprisonnés, que des jeunes risquent de cinq à dix ans de prison pour avoir exprimé leurs idées à l'armée. Il n'y a pourtant pas plus de problèmes à l'armée aujourd'hui qu'il y a un an, et les positions du P.C. et du P.S. n'ont guère varié depuis cette époque, mais il est important pour le régime de réprimer maintenant. Alors on monte en épingle une histoire de tract, on fait l'amalgame entre la gauche et les gauchistes, toujours disponibles, eux, pour servir de prétexte, on ressort les vieux mythes de la subversion étrangère à partir de faits inconsistants.

Ce régime est dangereux. Il est prêt à tout pour rester en place. Nous devons en prendre conscience, nous Bretons, au moment où Giscard réaffirme l'idéologie centralisatrice de l'Etat français. La répression sévira encore ici, et au-delà du F.L.B. C'est un régime autoritaire qui se met en place en utilisant habilement la radio et la télévision. La critique y est tolérée tant qu'elle se limite à la fraude et au brocardage, tant que les allusions à la politique économique se bornent à rire de la coupe de cheveux de Fourcade. Mais quelle est cette objectivité qui consiste à accorder autant de temps à une manifestation d'envergure pour les libertés en Espagne, avec le P.C.E., et à une messe à la mémoire de Franco suivie par quelques fascistes du « parti des Forces Nouvelles » ?

Et surtout, ce régime se montre ouvertement réactionnaire en prenant ces mesures typiques d'une politique anti-démocratique que sont les pressions fiscales contre la presse libre. Dans l'histoire, ce sont ces mesures qui distinguent les pouvoirs autoritaires de ceux qui le sont moins. Giscard aborde la vie de Napoléon, de Bismarck, de Franco.



La vie de

Souscription permanente pour le progrès du « Peuple Breton »

UN PAS EN AVANT

Janvier est le mois des vœux et l'équipe du P.B. vous présente les siens pour l'année nouvelle. Que 1976 marque un pas en avant si modeste soit-il, vers une Bretagne heureuse, vers une Bretagne socialiste où les hommes et les femmes de ce pays oublié au bout d'un continent pourront enfin vivre dignement sur leur propre sol. Mais le but est encore loin et le chemin sera rude. C'est encore une longue lutte qui nous attend. Le pouvoir ne nous ménagera pas ses coups, amis lecteurs ne nous ménagez pas votre aide. Chacun de vos versements est un acte militant, une réponse directe à un gouvernement de plus en plus agressif qui voudrait noyer la presse libre dans le concert conformiste des mass-média. Amis lecteurs, vous ne le laisserez pas faire.

E.L., Rennes	20,00 F
H.O., Paris (14 ^e)	20,00 F
M.J., Vaires-sur-Marne (77)	20,00 F
Quidu, Le Trait (76)	20,00 F
P.H., Plourin-lès-Morlaix (29)	20,00 F
G.P., Epinay-sur-Seine (93)	5,00 F
Th. Perrot, 29 Locudy	30,00 F
J.R., 92 Malakoff	10,00 F
P.L.C., 29 Brest	20,00 F
J. Kervella, Japon	55,00 F
H.S., 74 Mornex	30,00 F
C.L.B., 78 Maurepas	10,00 F
H.G., 44 Orvault	20,00 F
J.L.H., 35 Rennes	10,00 F
Briaud Michel, 22 Lannion	50,00 F
Y.C. Veillard, 35 Rennes	15,80 F
G.M., 44 Varades	20,00 F
Anonyme, 93 Pierrefitte	20,00 F
E.F., 29 Brest	20,00 F
R.T., 35 Rennes	18,00 F
Anonymes, Ile-et-Vilaine	1,40 F
Anonymes, Bretagne	22,60 F
M. David, 35 Rennes	70,00 F
Section des Monts d'Arée	3,00 F
Bernard Soulier, Paris	50,00 F
F. Le Corre, Bréhat 22	90,00 F
H. Martin, 22 Perros	10,00 F
Anonyme, 35 Rennes	1,00 F
Anonyme, 35 Rennes, contre la militarisation du sol breton	24,00 F
J.G., 22 St-Brieuc	10,00 F
A.G., 29 Brest	10,00 F
G.L.D., 56 Grandchamp	20,00 F
R.B., 53 Laval	10,00 F
L.L., 44 Nantes	20,00 F
M. Tady, 93 Montreuil	20,00 F
D.A., 75 Paris	20,00 F
A.P., 29 Brest	5,00 F
N. Landreau, 56 Lorient	30,00 F
F.F., 95 St-Clair-sur-Epte	20,00 F
F.J. Libreville (Gabon)	20,00 F

Total de la 9^e liste 857,80 F

Report de la 8^e liste 5 641,00 F

Total 6 498,80 F

« LE PEUPLE BRETON »

Boite Postale 304
29273 BREST CEDEX

ABONNEMENTS

Ordinaire : 20 F
De soutien : à partir de 30 F
Étranger : 30 F
Étranger (par avion) : 45 F
C.C.P. 2 365-76 RENNES

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Pour tout changement d'adresse nous demandons à nos abonnés de nous écrire en joignant ou en recopiant leur dernière bande d'expédition du journal et en joignant 1,20 F en timbres pour frais. Merci d'avance.

Collections reliées

Nous signalons à nos lecteurs, et particulièrement aux bibliothécaires, archivistes, documentalistes, collectionneurs, etc... que nous disposons de collections complètes RELIÉES de l'année 1974 du PEUPLE BRETON.

Ces collections seront réalisées, au fur et à mesure des commandes, dans la limite des exemplaires disponibles.

Pour toute commande adresser un chèque de 50,00 F. (franco) à : Le Peuple Breton, C.C.P. Rennes 2365.76 avec votre adresse.

CLASSIQUE

VARIÉTÉS

POP

JAZZ

FOLK

Votre disquaire à BREST :

disco

39, rue Jean-Jaurès — BREST

DISQUES BRETONS ET CELTIQUES

L'Union démocratique bretonne

Tréguier~Landreger

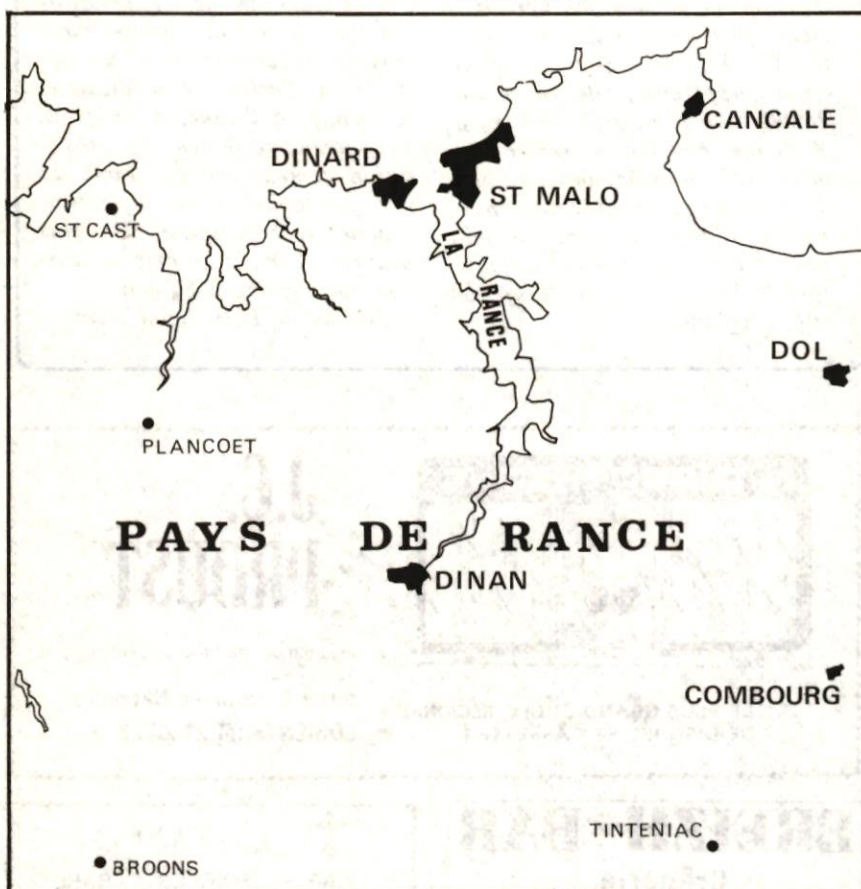
Beaucoup de travail au mois de novembre, avec le passage à St-Brieuc et Guingamp de la tournée nationale des Bonnets rouges : ventes de billets, affichages, figuration (eh oui !), conférences et fest-noz, le travail n'a pas manqué

pour les militants de la section, sans oublier la lutte, à l'échelon local, contre le chômage et la dénonciation des arrestations de militants politiques et culturels bretons en violation des libertés démocratiques élémentaires.

Saint-Malo~Pays de Rance

La toute nouvelle section de notre parti a entamé son action sur ce secteur de la Haute-Bretagne où les problèmes sont nombreux et parfois dramatiques, comme c'est le cas par exemple à la SICCNA. Les ventes du Peuple Breton ont dépassé les prévisions si bien qu'il a fallu passer com-

mande de journaux supplémentaires. La section de St-Malo - Pays de Rance appelle les travailleurs, les jeunes, les lycéens à rejoindre son combat, dans un secteur où l'émigration est encore très importante. On peut joindre la section UDB en écrivant à R. Géleoc, B.P. 68, Saint Servan/Mer, 35400 Saint-Malo.



Ceci VOUS concerne !

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : Prénom :

Adresse :

declare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature :

A le 197

Adressez ce bulletin (découpé ou recopié) à : U.D.B. - B.P. 304, 29273 BREST CEDEX

L'UDB dans ses murs

Jusqu'au mois dernier notre Parti pouvait être contacté à la Maison du Peuple à Brest où il louait une petite pièce au deuxième étage, servant surtout à "l'imprimerie" et au stockage de quelques archives. Mais depuis ces dernières années notre Organisation s'est tellement étoffée qu'il a fallu voir plus grand et quitter nos amis de la Maison du Peuple en les remerciant pour leurs 6 ans d'hébergement.

Nous avons inauguré le 18-11-75 dans le cadre de la Tournée des Bonnets Rouges notre local "Siège du Parti", 18, rue Auguste Kervern à Brest. Une grande pièce avec vitrine pour exposition de notre presse, une salle de réunion et trois autres pièces pouvant recevoir certains services nationaux tels que les Affaires Extérieures, Trésorerie, Presse, etc...

Au cours de cette inauguration plusieurs camarades et amis se déplacèrent de villes très éloignées pour venir visiter leurs locaux et aussi acheter les ouvrages dédiés de Piriou, Kidna, etc...

Principale organisation politique bretonne, l'U.D.B. se devait d'avoir pignon sur rue afin de mieux servir encore le peuple breton en s'ouvrant à lui le plus largement et le plus librement possible.



18, rue Auguste-Kervern à Brest

Depuis le début de cette année, le local brestois de notre parti est ouvert au public tous les jours (sauf le dimanche), nos camarades y assurant des permanences.

On peut venir y discuter, se renseigner sur l'U.D.B. et sur le combat politique en Bretagne, sur notre presse. On peut également y trouver des ouvrages et des publications sur l'histoire de la Bretagne, sur sa culture ; sur le combat des peuples opprimés aussi, et, bien sûr, sur le socialisme.

Voici l'horaire de ces permanences :

lundi, de 17 h 15 à 18 h 45
mardi, de 17 h 15 à 18 h 45
mercredi, de 14 h 30 à 17 h 30
jeudi, de 17 h 15 à 18 h 45
vendredi, de 17 h 15 à 18 h 45
samedi, de 16 h à 18 h 30.



Cliché Le Peuple Breton

JAOUEN-COMBRIT : Le refus du chômage

Le lundi 15 décembre, un comité de soutien s'est formé sur la base de la garantie de l'emploi chez Jaouen et dans la région bigoudène. Ce comité, dont l'UDB fait partie, regroupe dans une large unité 10 organisations politiques et syndicales du canton de Pont-l'Abbé ; il a décidé de mener une action de masse pour exiger du pouvoir une solution au conflit Jaouen.

Ce conflit illustre bien la politique que le gouvernement entend mener en Bretagne. Il ne veut pas trouver l'argent nécessaire au redémarrage de l'usine dans des conditions satisfaisantes pour les travailleurs ; mais il trouve toujours l'argent nécessaire pour les ports de plaisance et autres aménagements touristiques.

Voici 9 semaines que la direction de l'usine Jaouen a déposé son bilan. Le Peuple Breton est allé s'informer auprès d'un délégué CFDT, Emile Penhoat.

Le Peuple Breton. Peux-tu nous présenter l'usine ?

Emile Penhoat. Jaouen, c'est d'abord une entreprise familiale qui a débuté avec 40 employés. En 1972, il y a eu jusqu'à 150 employés. Actuellement, elle emploie 100 personnes à Combrit et 46 pour le réseau commercial réparti dans toute la France. C'est une usine de salaisons en gros : elle produit environ 158 tonnes de marchandises par mois.

P. B. Quelles sont, à ton avis, les causes de la fermeture de l'usine ?

E. P. D'abord et surtout la mauvaise gestion. L'usine était gérée par 4 patrons, tous de la même famille, s'attribuant des salaires très élevés, sans rapport avec leur compétence. C'était la pagaille : ils ne semblaient pas au courant de la situation : en septembre 1975, lors de la réunion du comité d'entreprise, ils ont affirmé que tout allait bien... et puis deux mois après, ce fut la catastrophe. Ils étaient rarement à l'usine : officiellement ils décidaient de tout, en réalité ils ne décidaient de rien. Ce n'est pas ainsi qu'on peut gérer une entreprise comme la nôtre, soumise sans arrêt à une concurrence très dure : clientèle exigeante sur les prix plus que sur la qualité : nous vendions en effet à des supermarchés qui exigeaient constamment des remises de prix et faisaient des difficultés pour nous régler, jusqu'à 90 jours après l'échéance.

P. B. Quelles ont été les actions du syndicat et des ouvriers jusqu'à maintenant ?

E. P. A partir du 15 octobre 75, il y a diminution des activités, blocage total de la banque ; les fournisseurs ne livrent plus. Le bilan est déposé. Depuis ce jour, nous ne sommes pas restés inactifs comme le prouvent nos actions : occupation du bureau de la main-d'œuvre, entrevue avec le chef du cabinet du Préfet, table ronde à la préfecture avec les banquiers, les fournisseurs et l'inspecteur du travail, réunion avec le maire de Combrit et le Conseil Municipal, occupation de l'usine, entrevue

avec Bécarn, coup de téléphone à Fourcade, télégramme à Giscard, occupation de la mairie de Combrit, réunion avec les maires des communes environnantes... Depuis, le dossier de relance a obtenu un avis favorable du Trésorier Payeur Général, mais les conditions sont inacceptables pour les travailleurs ; car il prévoit de faire redémarrer l'entreprise avec seulement 45 personnes sur 100, la production mensuelle étant ramenée de 158 tonnes à 60 tonnes. **Nous refusons ces conditions car nous voulons la garantie de l'emploi et des salaires pour les 100 travailleurs. Nous ne sommes pas responsables de la mauvaise gestion des patrons.**

Maintenant nous faisons tourner l'usine et vendons les stocks en pratiquant des ventes sauvages par l'intermédiaire des entreprises : U.R.S.S.A.F., Rhône-Bretagne, J. J. Carnod, F.J.T. de Quimper... Nous venons également d'abattre des porcs dont le produit sera commercialisé pour montrer que notre entreprise est viable. Nous proposons d'autres solutions pour redémarrer l'entreprise : dans un premier temps, le chômage partiel par équipe avec la garantie du salaire à 90 %, la diminution des horaires. Ces solutions reviendraient moins cher aux Pouvoirs Publics que de payer les primes de licenciements et autres dédommagements pour les 100 employés : en effet les licenciements reviendraient à 3 millions de F, alors qu'il manque 1,4 million de F. pour faire redémarrer l'usine.

P. B. Quelles seront, à ton avis, les conséquences économiques et sociales sur la région de Combrit, en cas d'échec ?

E. P. C'est 450 personnes qui seront touchées par le chômage, où iront-elles chercher du travail ? Ici, les Pouvoirs Publics ont décidé que notre commune sera à « vocation touristique ». Ce ne sont pas les hôtels qui nous donneront du travail. D'autre part, en ce qui concerne l'industrie, la région de Combrit est un vrai désert qui pourra bientôt servir de terrains de jeu aux touristes argentés. Nous luttons pour la garantie des emplois pour tous et la garantie de nos salaires, mais la garantie de l'emploi est notre objectif prioritaire.

Section de Pont-l'Abbé.

DEUX OU TROIS CHOSES...

A la suite de l'article de nos camarades de Lorient sur la condition féminine en Bretagne, nous voudrions aborder un sujet difficile, qui a été effleuré à propos des Bretonnes émigrées, celui de la prostitution, ou plus exactement de ses répercussions sur la mentalité des Bretonnes émigrées.

Les propos comme ceux que rapporte Marcelle Le Goff dans le numéro de juillet du P.B. ne sont pas fortuits, mais systématiques. La question : "A propos, savez-vous combien il y a de Bretonnes parmi les prostituées de Paris ?" peut tomber au milieu d'un diner, ou au travail de la part d'un chef de service, d'un professeur durant un cours, et même d'un militant politique ou d'un syndicaliste durant la vie revendicative. Elle s'adressera de préférence, à une femme engagée politiquement, en prime bien sûr aux réflexions déjà notées par la section de Lorient : vieille fille, institutrice en retraite, M.L.F., etc... Sous sa grossièreté apparente, elle cache un double but répressif : inciter la Bretonne émigrée à renier ses origines, à en avoir honte, au lieu de s'en prévaloir avec une naïveté agaçante, tout en lui faisant sentir sa différence, mais sous la forme raciste de l'infériorité congénitale.

La jeune Bretonne rêvera au retour et se repliera sur elle-même. Il lui faudra du temps et une meilleure connaissance de la grand'ville pour apprendre le secret de Polichinelle : la prostitution est comme un iceberg, on n'en voit que la plus infime partie. Le taux très important de prostitution parmi les ménagères des grands ensembles (Le Nouvel Observateur a parlé de 75 % !) a inspiré à Jean-Luc Godard un film "Deux ou trois choses que je sais d'elle", (elle, la région parisienne, génératrice d'ennui, de déracinement, de tentations matérielles).

En est-il autrement dans le monde du travail ? Une Bretonne émigrée, chez Citroën depuis 1938 nous dit : "Pour une ouvrière, un joli visage est une calamité".

Ce que les syndicats dénoncent sous le terme pudique de "favoritisme", les travailleuses l'appellent par son nom : prostitution dans le travail, l'un des rares moyens de promotion et un obstacle à l'action revendicative. Beaucoup, à l'usine, à l'hôpital, au bureau, ressentent la prostitution comme une des tares du système capitaliste, et le trottoir comme la prostitution des plus pauvres, à Paris comme à Harlem, ou naguère à Saïgon.

Section de Paris Saint-Denis



LE PLUS GRAND CHOIX RÉGIONAL
DE DISQUES ET CASSETTES

**J.C.
PROUST**

Importation de disques celtiques

6, rue Assemblée Nationale
LORIENT - tél. 21.23.23

BREIZH-BAR
Crêperie
PLOUDALMEZEAU

N O S T A L E R I
BAR — SOIRÉES CABARET
Tél. : 86.20.08 - 29150 DINEOL

chemisier habilleur

35, rue Jean-Jaurès, Brest-t. 44 14 54-c.p. 2009-12 Rennes

Colin

HOTEL RESTAURANT * A
A LA TOUR D'AUVERGNE
Raphalen VILLE
CENTRE
29 S PONT-L'ABBÉ - Tél. 87.00.47

RELAIS CHAMPENOIS
chez Henry
5, rue Colbert - 56100 LORIENT
GUINNESS PRESSION
Ouvert jusqu'à 2 h du matin

27 novembre

LES LEÇONS D'UNE JOURNÉE D'ACTION

La journée d'action du 27 novembre a marqué, dans la lutte des travailleurs bretons, une étape dont il faut souligner l'importance : elle aura montré que, pas à pas, les choses se clarifient et que les contours du problème breton se dessinent plus nettement dans les esprits ; elle aura montré la combativité d'un peuple qui entend secouer la servitude.

« Labour evit an holl e Breiz ».

Les mots de cette banderole expriment le sentiment qui animait les participants de cette journée. Partout où ils ont eu lieu les meetings ont été des succès : 12 000 manifestants à Brest, 1 500 à Concarneau, 4 000 à Quimper, 5 000 à Rennes... etc...

On peut aussi juger de l'impact créé par cette journée à l'émotion qui a agité la presse parisienne : 3 hebdomadaires consacraient d'importants développements à l'affaire !

Ce 27 novembre s'est en effet présenté comme une journée de revendication bretonne bien séparée du reste de l'hexagone : elle a d'ailleurs connu une ampleur beaucoup plus remarquable que la journée « nationale » qui la suivait, 5 jours plus tard. C'est que la solution des problèmes bretons ne saurait dépendre uniquement de « l'abaissement de l'âge de la retraite » et du « rajustement du pouvoir d'achat ». Le démantèlement désastreux de l'économie bretonne exige d'être combattu par des mesures énergiques et absolument spécifiques.

Les syndicats ont donc été conduits à lutter sur un plan breton. Les banderoles et surtout les exposés des orateurs ont traité des thèmes que connaissent bien les lecteurs du P.B. : la sous-industrialisation, la crise de la pé-



Le 27 novembre, à St-Brieuc.

Photo M.P.B.

che, la défense de l'emploi, le chômage et l'exode des jeunes : à Quimperlé, par exemple, le représentant de la C.F.D.T. affirmait : « En Bretagne la politique anti-sociale du pouvoir est particulièrement scandaleuse. Nous en savons quelque chose puisque le Sud-Finistère détient le record des demandes d'emploi non satisfaites : 143 % de 1974 à 1975, contre 125 % pour l'ensemble de la Bretagne, et 90 % pour la France. » Parfois aussi ont été dénoncés la militarisation (« Jeunes chômeurs : Bigeard embauche »), le

tourisme-miroir aux alouettes, ou encore la répression aveugle lancée par Poniatowski contre les Bretons.

Il était aisé d'observer la progression des analyses de notre parti.

Cependant il ne faut pas hésiter à dire, aussi clairement, les lacunes et les points faibles de cette journée.

D'abord la Loire-Atlantique manquait au rendez-vous. La responsabilité en incombe aux syndicats qui acceptent encore l'aberrante amputation de la Bretagne opérée par le pouvoir, opération qui a pour but de créer une division

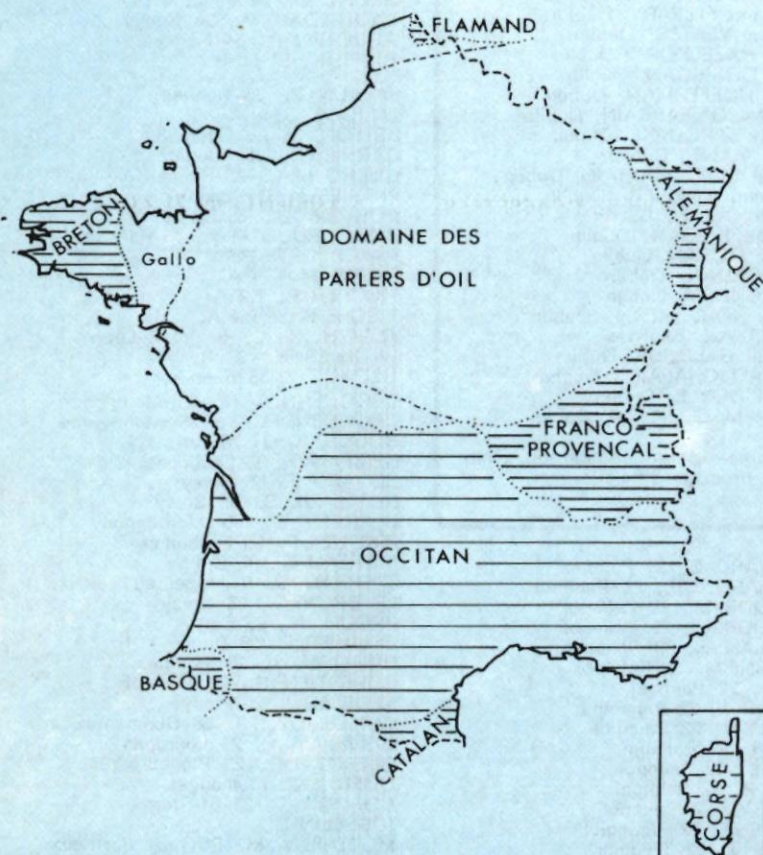
Bretagne, ils hésitent à être logiques jusqu'au bout, c'est-à-dire à reconnaître l'existence d'un problème breton spécifique. Le slogan « Union-Action-Programme Commun » de la C.G.T. apparaît abstrait en regard des données précisément bretonnes qui avaient motivé cette journée d'action bretonne. Une anecdote significative : au meeting de Concarneau, à l'issue de 3 exposés qui multipliaient les exemples concernant la crise de la pêche, les entreprises en faillite, bref la situation particulièrement grave de la Cornouaille, l'orateur de la F.E.N. éprouvait le besoin de conclure bizarrement : « ...mais nous ne sommes pas un peuple colonisé, les autres travailleurs de France connaissent aussi des problèmes... etc » ! Comme s'il craignait d'affronter la vérité nue : l'exploitation coloniale du peuple breton !

Génés, les partis de gauche hexagonaux l'ont été aussi. En refusant de serrer au plus près la question des nationalités ethniques, et englués dans un jacobinisme tricolorisant, le P.S. (malgré son « droit à la différence ») et le P.C.F. sont plus ou moins conduits à adopter l'attitude des dirigeants gouvernementaux français. Un chroniqueur de Ouest-France (le 25-11-75) observait que « cette fois les partis politiques signataires du programme commun n'ont curieusement guère appuyé (cette journée d'action), laissant ce soin à l'Union Démocratique Bretonne. »

Il n'en reste pas moins que, ce 27 novembre 75, des milliers de bretons montraient, dans la dignité, leur conscience des injustices dont ils sont victimes et leur volonté de s'en libérer. Le sérieux de cette démonstration de masse soulignait, par contraste, l'imbécillité de ces poseurs de bombes anonymes qui, croyant faire avancer les choses, ne font qu'aiguiser les armes répressives du pouvoir. Seule l'action démocratique est payante... Comme par hasard on annonce la venue de Chirac en Bretagne, courant janvier. Qu'il sache donc que, moins que jamais, les travailleurs bretons n'ont envie de jouer avec les ballons de baudruche que sont les promesses du pouvoir !

Les bonnets rouges 1976 sont décidés à faire entendre leurs revendications...

CHIFFRES POUR UN COMBAT



LES LANGUES MINORITAIRES DE L'HEXAGONE

OCCITAN :
8 à 10 millions

CATALAN :
environ 100.000
en Catalogne-Nord.

BASQUE :
environ 100.000
en Euzkadi-Nord.

CORSE : 200.000.

FLAMAND :
200.000 personnes en France.

ALSACIEN-THIOIS :
1.300.000 à 1.500.000.

BRETON :
500.000 à 1.000.000
(Chiffres Emgleo-Breiz).

LA SOLIDARITÉ BRETONNE

LES emprisonnés politiques bretons peuvent compter sur la solidarité de leurs compatriotes et de ceux qui combattent la politique de répression du gouvernement giscardien. La pétition publique lancée par l'U.D.B. reçoit une impressionnante quantité de signatures, supérieure à ce jour à celle reçue, au total, lors des premiers emprisonnements il y a quelques années et la liste ci-dessous n'en représente qu'une faible fraction. La condamnation politique de la violence pratiquée actuellement par le F.L.B. ne peut

faire oublier que le gouvernement, par sa politique de ruine de notre pays, en est le premier responsable. Elle ne peut non plus nous faire oublier que des militants sont emprisonnés sans preuves ; que d'autres sont simplement prévenus et attendent depuis des mois un procès que l'on cherche à retarder, ou même à éviter. Les prisons françaises se remplissent de militants. Pierre Loquet, prisonnier politique breton, nous écrit : « ...me voilà donc à Fresnes. Le jour même, Siméoni quittait Fresnes pour la Santé. Sans doute

craignait-on que l'on communique ? Il va falloir vider les prisons pour y mettre tous les syndicalistes, les Corses, les Basques, les Bretons et autres. Bonjour à la Bretagne, et à bientôt peut-être... »

Amis lecteurs du « Peuple Breton », en signant la pétition publique, en la faisant signer à vos voisins, à vos camarades de travail (1), en participant à la solidarité financière, vous contribuerez, avec des milliers d'autres, à l'échec de la politique répressive du pouvoir.

Vous savez que l'U.D.B. a décidé de collecter de l'argent pour aider les familles de quatre des détenus et pour assurer leur défense. Ce « choix » de quatre militants n'est nullement politique, mais correspond simplement à des critères humains. Pierre Loquet est artisan, père de deux enfants. Gérard Coriton aidait sa famille avant son incarcération. Lalluyaux est père de cinq enfants et le quatrième inculpé est docker à Lorient. Vous savez également que l'argent que vous donnerez sera versé à l'organisme humanitaire « Skoazell-Vreizh » et que vos dons resteront anonymes.

(1) Pétitions, chèques, lettres aux détenus, sont à adresser au Peuple Breton, B.P. 304, 29273 Brest-Cédex. Nous tenons également à votre disposition des feuilles de pétitions.

2^e LISTE

Nous, soussignés, demandons solennellement :

- la libération immédiate de tous les Bretons actuellement emprisonnés pour des motifs politiques ;
- la fin immédiate des procédures judiciaires exceptionnelles actuellement en cours.



GESLIN P., 22 Ploubaznec
MARECHAL G., 22 Loguivy de la mer
GUOMARD Y., 22 Paimpol
CAOUS H., 22 Ploubaznec
RONDINI M., 22 Loguivy de la mer
TERRIEN J., 22 Paimpol
VACULIK P., 22 Paimpol
BEAUVERGER L., 22 Paimpol
LE BARS J., 22 Paimpol
BARON D., 22 Paimpol
PRAT D., 22 La Roche Derrien
LE CAM Y., 22 Paimpol
CLOAREC F., 22 Plougrescant
LOGIOU M.-P., 22 Tréguier
LE GUILCHER G., 22 Lannion
COUTEAU I., 22 Paimpol
MULON P., 22 Tréguier
LE GUILCHER A., 22 Lannion
LE TALLEC J., 22 Paimpol
LE BARS M., 22 Ploubaznec
LE GOFF N., 22 Lézardrieux
LEROY C., 22 Paimpol
LE GOFF S., 29 Brest
MAROT J., 29 Brest
LE CAT M., 29 Brest
TANGUY, 29 Brest
MACON, 29 Brest
GOURVENNEC, 29 Brest
BOZEC, 29 Guipronvel
PAVIC, 29 Guipronvel
PROVOST, 29 Saint-Renan
HELOU, 29 Brest
FONTAINE, 29 Brest
LE MOIGNE, 29 Bohars
LE GALL L., 29 Brest
MARGELY, 29 Brest
FOLL, 29 Brest
PERSON, 29 Brest
MERIC, 29 Brest
RIOU, 29 Brest
PRAT G., 29 Brest
CARIS M., 29 Brest

PAGE, 29 Brest
LE GALL F., 29 Brest
LE FALL, 29 Brest
CARIOU S., 29 Brest
COLINAS, 29 Brest
SANTOS M., 29 Hanvec
PASQUET J.,
MAINGUENNE C., 35 Châteaugiron
ARSAOZ P., 22 Rostrenen
LOROU S., 35 Rennes
LE SCOARNNEC J., 35 Rennes
ROSSI F., 35 Rennes
LE BRETON Y., 35 Rennes
ROC'H A., 35 Rennes
ROCHE G., 35 Rennes
JIQUEL A., 35 Rennes
GOURMELON C., 35 Rennes
DUMUR P., 35 Rennes
BOUESSEL du BOURG S., 35 Rennes
COESLIER F., 35 Rennes
HINTERSEBER E., 35 Rennes
AUBAULT F., 35 Rennes
BOUESSEL du BOURG K., 35 Rennes
HOUEE A.-M., 35 Rennes
LUCAS Y., 35 Vezin Le Coquet
RENON M., 35 St-Herblon
LAMOUR M., 35 Rennes
PELTIER B., 35 Rennes
TRELLU A.-M., 35 Rennes
HUGRON S., 44 Blain
ANGELINI F., 44 St-Herblain
LE DUC G., 44 Blain
RIVIERE R., 44 Bouvron
LE GARLANTEZEC M., 44 Blain
BRICAND J.-N., 44 Le Gâvre
LE BRETON C., 44 Blain
DURAND A., 44 Le Gâvre
MENELEC D., 44 Bouvron
LE ROUX G., 44 Nantes
GAUDIN P., 44 Blain
DUMONT P., 44 Nantes
CHARVAUD B., 44 Blain
RIOU D., 44 Pontchâteau
LE BELIOUR E., 44 Blain
DUHIL M., 44 Fay de Bretagne
AUDRAIN J., 44 Blain
CHATELIER C., 44 Blain
RAILLARD C., 44 Nantes
DESTÈVE M., 44 Blain
TRICOIRE B., 44 St-Herblain
LE CLAIRE D., 44 Blain
FLIPPOT J., 44 Blain
HALLIER R., 44 Blain
BOUGU D., 44 Blain
DENIAUD A., 44 Blain
CARDIN M., 44 Blain
MOREAU M., 44 Nantes
HUGRON Y., 44 Blain
ANIZON J., 44 Blain
BLONDIN, 44 Blain
RENAUD C., 44 Bouvron
HERVOCHON G., 44 Blain
BRICAUD L., 44 Le Gâvre
BALZOLA, 75 Paris
LE BAIL, 75 Paris
MALIS, 92 Boulogne
RIVIERE, 75 Paris
COUPON, 75 Paris
MODOLO, 78 Le Pecq
ESTAVOYER, 78 Le Pecq
PERSON Y., 78 Marly
WEITZ J., 78 Le Vézinet
CARBASSE C., 78 Le Pecq
AUDOIRE P., 78 Châtou
AUDIGIER, 78 Le Pecq
ARCHAMBAUD H., 78 St-Germain
ZARAGOZA, 78 Le Pecq
GANGLOFF, 78 Le Pecq
BARON, 78 Le Pecq
CADIN, 78 Le Pecq
CLEMENT, 78 Le Pecq
LA VIOLE, 78 Le Vézinet
LE GUY, 78 Le Pecq

L'HERMINE Padrig, 35 Rennes
BOURGE Léo, 35 Rennes
VIGEVNO G., 35 Cornillé
SOUVESTRE Angèle, 35 Cornillé
TANGUY A., 35 Rennes
BOURGES M., 35 Rennes
LE BLAY P., 35 La Mézière
MARCINKOVSKI R., 35 Rennes
MERRIEN A., 35 Rennes
QUEFFELEC A., 35 Rennes
CEVAER, 29 Châteaulin
BORNE, 29 Châteaulin
JEZEQUEL, 29 Châteaulin
BORNE A., 29 Châteaulin
GWLHAMODL, 29 Dinéault
KERVIVANT, 29 Châteaulin
CARER, 29 Châteaulin
TROADEC, 29 Châteaulin
RUNARVOT, 29 Châteaulin
GRAVELLE, 29 Châteaulin
BOYER, 29 Châteaulin
COLIN, 29 Châteaulin
GRALL, 29 Châteaulin
LUGUERN S., 29 Hanvec
LUGUERN J., 29 Châteaulin
ALLAIN A., 22 Paimpol
LEROY C., 22 Paimpol
LEROY H., 22 Paimpol

Eamonn SMULLEN, Dublin
Sean O'CONNOR, Dublin
Mairin DE BUREA, Dublin
Anton ELLIS, Dublin
Sean GARLAND, Ballymun
Margaret O'LEARY, Dublin
Patrick YEATES, Dublin
Ellen HAZELKORN, Dublin
R. O'CORRIGAN, Dublin
Tony HOFFERMAN, Dublin
Annraoi O'BEARRAIN, Dublin
Patrick O'ROURKE, Dublin
Peter KANE, Dublin
Pascal MAC AODHAIN, Dublin
Maureen FRAZIER, Dublin
Roisin QUINN, Dublin
James FINEGAN, Dublin
Trisha MORAN, Dublin
Jim JORDAN, Dublin
Lian CUDDY, Dublin
Jimmy MAC KEAN, Dublin
Carl RYAN, Skerries
Derbhil GALDUBH, Dublin
C. MAC GHAFAILL, Dublin
Peigin DOYLE, Dublin
Tomas MAC GIOLLA, Dublin

membres de la direction du Sinn
Fein, branche officielle.

BLANCHARD C., 22 Paimpol
BLANCHARD J.-P., 22 Paimpol
LE TUTOUR C., 22 Paimpol
LE TUTOUR M., 22 Paimpol
TOULLELAN F., 22 Paimpol
GASTERINI M., 22 Paimpol
PAUL P., 22 Paimpol
BOULARD J., 22 Paimpol
DERVILLY J., 22 Paimpol
LE JAN J., 22 Paimpol
LE JAN L., 22 Paimpol
MILLOT P., 22 Paimpol
MILLOT Y., 22 Paimpol
BRIGITTE O., 22 Plouguil
BRIGANT J., 22 Tréguier
KERISIT M., 22 La Roche Derrien
HENRY A., 22 Perros-Guirrec
LE POULIQUEN R., 22 Lannion
CHAUSSEON G., 22 Tréguier

SAVIDAN D., 22 Plouguil
MAURICE A.-C., 22 Plouguil
BONNIEC M., 22 Lézardrieux
MOREAU A., 22 Pleubian
BARON R., 22 Paimpol
LE LONQUER A., 22 Penvenan
LE MERDY C., 22 Plouézec
PERES C., 78 Les Mureaux
FORTIAS A., 78 Les Mureaux
PAUMELARD J., 78 Les Mureaux
REGNY M., 95 Vigny
GAUTIER, 78 Meulan
MALLET J., 78 Les Mureaux
HIS J., 92 Nanterre
LE CERF, 92 Nanterre
PERDIZ, 78 Vélizy
CROS G., 78 Hardricourt
SAVI A., 78 Fontenay-St-Père
LE CERF-HUBERT J.-M., 92 Nanterre
PERES E., 78 Les Mureaux
DURAND P., 78 Versailles
DURAND C., 78 Versailles
QUERE Y., 78 Le Pecq
DURAND P., 54 Vandœuvre
LE BORGNE J.-M., 54 Vandœuvre
ROMENS B., 54 Seichamps
SARCHEL J.-F., 54 Messein
MALCHON C., 54 Nancy
HANUS Y., 54 Villers
COMBOT E., 54 Vandœuvre
DANIELOU C., 54 Malzéville
DANIELOU T., 54 Malzéville
CHAUBAIRON, 54 Nancy
RECEVEUR, 54 Nancy
DANIELLOU J., 54 Malzéville
DILASSER M., 29 Plougonven
SELINO D., 54 Vandœuvre
LAUTREDAN M., 54 Nancy
AUBERT J.-P., 54 Nancy
BIEHL F., 54 Nancy

SALAUN P., 35 Rennes
TALIGOT, 35
BETTON, 35 Le Chatellier
GARNIER J., 35 Fougères
GUEHO M.-C., 35 Rennes
PATRIER J., 35 Rennes
ROSMORDUC, 35 Rennes
ROSMORDUC M.-F., 35 Rennes
PAKET K., 75 Paris
DORIS M., R.F.A.
FISCHER R., R.F.A.
FISCHER L., R.F.A.
FLOC'H M., 29 St-Pol-de-Léon
LATIMIER H., 35 Rennes
GLEMOT J., 35 Rennes
CROGUENNEC N., 95 Montlignon
CROGUENNEC Y., 95 Montlignon
BOUCHAID D., 75 Paris
HERJEAN T., 95 Eaubonne
BELIARD F., 95 Soisy
BOTTEUX S., 95 Soisy
BOULERY S., 95 Montlignon
PINQUET P., 95 Eaubonne
MOREAU C., 95 St-Prix
STEPHAN S., 95 Argenteuil
LE BRUN C., 95 Soisy
PROUIN N., 95 Soisy
OLLIVIER E., 95 Soisy
HUITOREL J., 29 Poullaen
CHRESTIEN B., 22 Pléneuf
NEDELEC J., 29 Plouyé
GUILLEMOT J.-P., 56 Guémené/Scorff
GOURLAY A., 29 Locronan
CLEROT J.-P., 22 Pléneuf-Jugon
OGER J., 22 Plumaugat
CORDON T., 22 St-Glen
JOSSELIN S.,
MOTTAIS A.-M., St-Quay Portrieux
PANNETIER C., 21 Dijon
PANNETIER G., 21 Dijon
PANNETIER F., 21 Dijon
DUBOIS M., 21 Dijon



Paludiers guérandais.

4 — LA BRETAGNE D'AUJOURD'HUI

A) Sur le plan économique, la Haute-Bretagne ne tranche guère, globalement, avec la partie bretonnante. Elle connaît la même sous-industrialisation — basse-Loire exceptée — que le reste. S'il fallait donner une palme au sous-développement, les départements centraux — Côtes-du-Nord et Morbihan, à la fois hauts et bas-bretons — l'emporteraient sur les deux extrémités du pays. Le pays gallo partage donc largement le problème breton : le pourcentage de population travaillant dans l'industrie dans chaque département est le suivant (6) :

dépt :	44	35	29	56	22
%	38,1	28,9	28,7	27,8	22,7

(moyenne française : 40 %).

Pas un département breton n'atteint la moyenne française et l'industrialisation est la plus faible dans les deux départements traversés par la « frontière » linguistique, avec, au sein de ceux-ci, une industrialisation supérieure dans la partie bretonnante (Vannes, Lorient, Guingamp, Lannion) à celle de la partie gallesse (Dinan, Ploërmel, Malestroit).

L'activité de base reste donc l'agriculture, qui occupe partout en Bretagne une partie de la population supérieure à la moyenne française correspondante :



dpt	44	35	29	56	22	Bzh	F
%	19,4	31,3	31,6	36,2	41,3	29,6	15,6

On observe une répartition inverse : Loire-Atlantique et Côtes-du-Nord constituent encore les deux extrêmes dans l'importance numérique des agriculteurs (c'est-à-dire, dans les conditions actuelles, dans le sous-développement), Ille-et-Vilaine et Finistère continuant à présenter de fortes similitudes.

Par opposition à l'ouest intérieur, excepté la Manche (cas particulier, la Bretagne se définit par une agriculture de petites et moyennes exploitations, à fort rendement à l'hectare. L'ensemble constitue une agriculture artisanale à main-d'œuvre monstrueuse, à commercialisation forte et à forte dépendance des fluctuations du marché. L'élevage laitier est partout présent, particulièrement en pays de Fougères, de Redon et dans certains secteurs du sud et de la Cornouaille et du Bas-Léon. C'est aussi le pays de cultures spéculatives (primeurs, élevage industriel de volailles et porcs, vigne), d'où une **agriculture à la fois dynamique et très fragile**. De La Turballe à Cancale, la pêche et la conchyliculture connaissent les mêmes problèmes de crédits, de cours et de commercialisation dans le cadre d'un marché capitaliste qui pèse sur les prix en recourant aux importations en provenance de pays pauvres à main-d'œuvre surexploitée. L'opposition économique majeure en Bretagne n'est pas entre l'est et l'ouest mais entre la périphérie, qu'on désenclave peu à peu, et l'intérieur pour lequel rien n'est fait et qui se désertifie rapidement, non seulement dans le triangle bretonnant Gouarin - Rostrenen - Carhaix, mais plus à l'est, dans le Méné et les landes de Lanvaux. Dans l'ensemble breton de 1975, 2 cantons sur 3 se dépeuplent et 17 cantons bretonnants sur 23, mais la population globale des deux zones évolue de façon similaire : baisse à l'intérieur, augmentation légère sur la côte.

B) Sur le plan social, le sous-développement est ressenti de façon très forte : près de 90 % de chômeurs réels dans chaque département, contre 4 % pour l'ensemble français. On se souvient du classement du « bien-être » établi par Le Point en janvier 74 (8) :

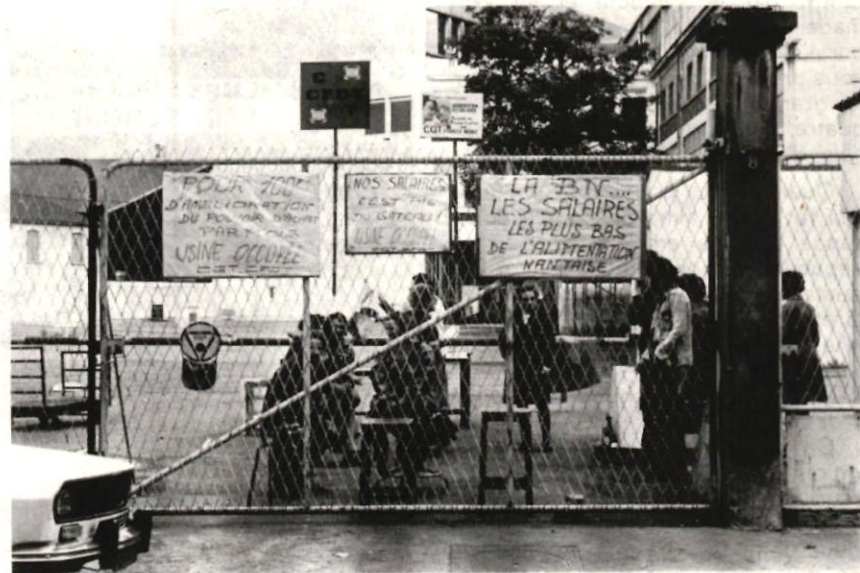
Dépt :	29	35	44	22	56
Classe. :	71 ^e	74 ^e	75 ^e	91 ^e	95 ^e

les gallos sont-ils bretons ?

(Suite de notre enquête)

Le seul département entièrement situé dans la zone bretonnante se trouve dans une situation sociale nettement supérieure aux deux départements voisins, et se rapproche encore une fois, de l'Ille-et-Vilaine, entièrement gallesse.

C) Militarisation et tourisme de luxe touchent massivement la Haute-Bretagne : région rennaise et St Cyr Coetquidan pour la première, Pornic, La Baule, Côte d'Emeraude pour le second avec de nombreux projets d'extension, dans les deux



Les bas salaires ne sont pas une exclusivité bretonnante.

Le niveau des salaires, pour un indice français de 100, regroupe encore l'Ille-et-Vilaine et le Finistère (85,4 et 85,6) et isole en tête la Loire-Atlantique, plus industrialisée (91,3) et à la traîne une fois de plus, Côtes-du-Nord (81,4) et Morbihan (80,7). Conséquence de ces conditions de travail et de rémunération, la mortalité est forte dans l'ensemble de la Bretagne :

Dépt	56	22	29	35	44	F
Durée moyenne de la vie (hommes)	63,7	64,4	65,1	65,7	65,7	67,5

Une fois encore, les départements mixtes sont dans la situation la plus grave, les 5 départements bretons se situant dans les 9 premiers (sur 95) pour la faible espérance-vie. Il s'agit donc d'un problème breton et non d'un problème bas-breton, ou oueston (67,1 an de moyenne pour « l'ouest intérieur »).

LA BIGORNE
Discothèque
CONCARNEAU

cas : accaparement forcé des terres et des sites par les gens fortunés ou par les puissants, appuyés par l'appareil d'Etat français.

D) S'ajoute à ce tableau de la Haute-Bretagne d'aujourd'hui un **problème culturel aigu**. Héritier d'une tradition orale riche et originale, le peuple paysan et l'ensemble des ruraux et des urbains de fraîche date se voient reprocher, à l'école, à l'embauche du secteur tertiaire, leur accent « patois », « plouc » dirait-on en Basse-Bretagne. Pour réussir et par honte, ils abandonnent leur culture, leur langue, c'est-à-dire une partie de leur être. L'épreuve de français — dictée et rédaction — est la grande hantise — et souvent la grande faiblesse des enfants de Plénée-Jugon, de la Trinité Porhoët, de St Gildas des Bois. Il n'est pas rare d'entendre un instituteur public bretonnant, envoyé dans ces « lointaines contrées » galleses, affirmer que toute la population rurale s'exprime « très mal » en un « français déformé ». Aujourd'hui, le gallo se meurt plus encore que le bas-breton. Rares sont les lettrés qui ont appris à l'utiliser. Là aussi, un génocide culturel est en voie d'achèvement.

(suite p.10)

ON n'a pas longtemps parlé, à Radio-Armorique, au Télégramme ou à Ouest-France, de la vague de sondages qui prirent pour thèmes, ces mois derniers, les Bretons et leurs points de vue sur leur pays, ou bien, sur le plan français, la « région » et la manière dont elle est perçue. Et cela se comprend assez facilement car l'analyse de ce qu'ont dit les Bretons, et la comparaison de leurs réponses avec celles des habitants du reste de l'hexagone recèle un certain nombre de bombes, dont quelques-unes ne sont pas de simples pétards mouillés; elles contiennent également des révélations, dont la plupart ne sont pas minces et qui renversent, de manière scientifique et mesurable un certain lot d'idées toutes faites.

De véritables révélations, en effet, et d'abord celle-ci qui, à la réflexion est proprement stupéfiante. Quatre siècles et demi après le rattachement de la Bretagne à la France et après deux cents ans d'assimilation forcée par l'école, par les bourgeois et les notables, par la force, par le service militaire, par l'idéologie « ancien-combatant », par le symbole et les brimades infligées aux bretonnants, par l'alcoolisme, par les préfets et sous-préfets, par l'exode puis par la grande presse, un Breton sur quatre, seulement, se sent « Français d'abord » !

Quel échec pour une politique qui fut suivie avec une égale constance par les empires et par les républiques bourgeoises; quel désastreux bilan pour ceux qui, en Bretagne, se chargèrent ou furent chargés de l'appliquer! On comprend que, ni les préfectures ni l'O.R.T.F. n'aient tenu à le proclamer à trop haute voix !

Ce sont trois sujets différents qu'ont abordé le Nouvel-Observateur, le Point et la Croix. L'un, celui du Nouvel Observateur avait pour objet les Bretons eux-mêmes, ce qui, en soi est déjà un fait révélateur: nos problèmes et nos réponses deviennent une donnée importante dans la vie politique, suffisamment pesante pour qu'un hebdomadaire de gauche commande à la SOFRES une étude sur ce peuple perdu à l'ouest et qu'il était de bon ton, jusqu'à ces dernières années, d'ignorer. Les deux autres sont des sondages « nationaux » et « conscience régionale » ou à s'intéressent à l'intensité de la l'existence de la démocratie locale.

Curieusement, le même défaut de base, celui d'avoir exclu la Loire-Atlantique de la Bretagne aboutit à des résultats différents: dans le sondage SOFRES/Nouvel Observateur l'instrument de mesure est ainsi manifestement faussé, puisque le degré de conscience bretonne n'est estimé que sur une part du territoire breton; dans celui de la Cofremca/Le Point, c'est au contraire l'artifice d'une région comme celle des Pays-de-Loire qui devient ici flagrant.

Une conscience bretonne de plus en plus nette

Il est bon de revenir ici sur la question évoquée au début de cet article et qui est précisément la suivante: « Certains se sentent Bretons avant de se sentir Français, d'autres pensent le contraire: — Vous-même, est-ce que vous vous sentez breton

avant de vous sentir français 22 %
— Est-ce que vous vous sentez français avant de vous sentir breton 26 %
— Ou bien, est-ce que vous vous sentez également breton et français 50 %
— Non réponse 2 %

La ventilation du Nouvel Observateur souligne de plus qu'il ne s'agit pas d'une réponse empreinte d'un certain snobisme ou d'un désir intellectuel de marquer son droit à la différence puisque le

en fait partie, qu'on ait ou non de la sympathie pour ceux qui s'en réclament dans leur combat politique.

Cet attachement à la Bretagne apparaît également dans le sondage du « Point »: alors que 50 % des personnes interrogées dans tout l'hexagone se disent « très attachées à leur région », ce pourcentage pour la Bretagne est supérieur à 70 % (sans que le procédé graphique employé par le « Point » permette de savoir s'il est de beaucoup ou de peu supérieur à 70 %). Pour les Pays-de-Loire,

à réunir plus de 29 % des réponses! Ni Nantes, ni Le Mans, ni Angers qui recueille moins de 15 % des voix ne peut s'imposer aux habitants d'une région qui ne tous jours pas compris si elle est orientée vers l'océan ou vers Paris! Elle n'a d'ailleurs vraisemblablement pas réussi à comprendre pourquoi elle existait car le lachisme et le manque d'enthousiasme de ses habitants est remarquable: Les chances d'avoir une vie plus agréable? « Un peu moins grandes que dans d'autres régions ». L'attachement à la région? « Un peu moins grand ». Les chances de réussite? « Un peu moins grandes... » (3 % seulement répondent plus, 78 % autant), et pourtant l'aspiration au pouvoir régional est jugée « très forte ». Alors? Peut-on continuer à affirmer que le cadre géographique des Pays-de-Loire s'impose encore?

La régionalisation selon Pompidou et Giscard condamnée

La pseudo-régionalisation à la Pompidou, confortée par Giscard, en dépit de ce qu'il laissait entendre pendant sa campagne électorale, est très sévèrement jugée et les institutions mises en place ne sont guère prises au sérieux. Le sondage SOFRES/Le Point a posé la question suivante: « Parmi les élus suivants quel est celui qui, à vos yeux, joue le rôle le plus utile? »

Avec ces réponses:

— Député	39
— Sénateur	6
— Maire	31
— Conseiller général	10
— Conseiller régional	4
— Ne sait pas	10

Bof...

L'indifférence généralisée des habitants des Pays-de-Loire, leur « Bof » manifeste, est curieusement interprété par le journal « L'Eclair » dont l'un des buts les plus évidents est d'imposer le détachement de la Loire-Atlantique du reste de la Bretagne. Sous le titre: « Ceux » des Pays-de-Loire croient en leur région, on éprouve le besoin de préciser dès la troisième ligne de l'article qu'il faut entendre par là les départements de Vendée, Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne et Sarthe, énumération qui est, plus loin, reprise sous sa variante: les Manceaux, les Mayennais, les Angevins, les Nantais ou les Vendéens.

Mettez-vous bien ça dans la tête, habitants de ces départements, vous vivez ensemble: tâchez de vous en souvenir.

D'ailleurs, signale l'Eclair, la région n'est plus un mythe.

C'est vrai bien souvent, cher confrère. A quelques exceptions près: les Pays-de-Loire, par exemple.



Manifestation des jeunes contre le chômage:
« Une conscience bretonne qui s'affirme ».

pourcentage de ceux qui se sentent « Bretons d'abord » atteint 37 % chez les bretonnants et 33 % chez les paysans, qu'ils soient Hauts ou Bas-Bretons. La proportion est plus faible, au contraire chez les urbains pour qui quitter la terre et abandonner leur langue ont souvent constitué une promotion allant de pair avec l'intégration à la civilisation française. En tous cas cette corrélation entre langue bretonne et sentiment d'appartenance à une communauté différente, en même temps qu'elle confirme les buts profondément assimilateurs d'une répression culturelle ancienne et toujours persistante, montre aussi que le combat pour la langue bretonne ne peut se tenir sur une position prétendue neutre et qu'il s'agit bien de tenir ici une arme politique.

Il est aussi remarquable que ce sentiment breton répandu si largement ne constitue pas une survivance en régression mais au contraire un état particulièrement stable et même en progression. 2 % seulement des gens interrogés déclarent « se sentir moins bretons qu'il y a cinq ans », alors que 14 % se sentent plus bretons qu'à cette époque. 81 % ne se sentent ni plus ni moins bretons qu'il y a cinq ans, c'est-à-dire que pour eux l'appartenance à la communauté bretonne n'est pas du domaine du sentiment, mais constitue simplement un état de fait. On n'adhère pas à un peuple, on ne le quitte pas: on

ce pourcentage est très inférieur à la moyenne française: il n'est que de 40 %.

Une Bretagne homogène Des pays de Loire écartelés

Les enquêteurs de la Cofremca Le Point ont demandé aux personnes interrogées de désigner la capitale qui s'imposait pour leur région. Il y a l'homogénéité d'une région car la désignation majoritaire d'une ville montre que l'accord est assez général pour que les querelles de clocher soient surmontées. Dans treize régions sur 22, une ville a obtenu au moins 50 % des suffrages, et c'est le cas pour Rennes, alors que ni Bordeaux en Aquitaine, ni Marseille en Provence - Côte d'Azur, ni Strasbourg en Alsace, ni Ajaccio en Corse n'arrivent à s'imposer. La communauté bretonne reconnaît ici clairement sa capitale, qui fut le siège de son parlement. Moins de 15 % des personnes interrogées ont désigné Brest et on peut se demander quelle a été la réaction de l'ordinateur quand la réponse fut... Nantes! Probablement un rejet vers les réponses absurdes, comme si l'on avait dit New-York ou Tokio!

Précisément, les Pays-de-Loire sont l'une des 2 régions (avec le Centre) où aucune ville ne parvient

SCIENCE ÉTONNANTE

Le conseiller régional est moins considéré encore que le sénateur dont on ne peut pourtant pas dire qu'il soit l'une des locomotives de la vie politique française. Il est remarquable, d'ailleurs que le sénateur et le conseiller régional, c'est-à-dire deux personnalités non élues au suffrage universel, arrivent au dernier rang dans ce palmarès. Quant à la Cofremca/Le Point, dans les réponses à sa question : « Si vous aviez un problème quelconque avec une administration, qui pourriez-vous faire intervenir ? », elle n'a même pas jugé utile de faire figurer le conseiller régional parmi les personnalités susceptibles d'intervenir (maire, conseiller général, député, conseiller municipal, préfet, sous-préfet, sénateur, ministre)...

A l'inverse l'élection des assemblées régionales au suffrage universel, récemment refusée par Giscard, est très largement réclamée à travers la France. On conçoit d'ailleurs que ce consensus général constitue pour un gouvernement de droite, toujours méfiant vis-à-vis de l'initiative populaire, un danger qu'il préfère ne pas affronter. 71 % des gens interrogés jugent « très souhaitable » ou « plutôt souhaitable » des assemblées régionales élues au suffrage universel et « dotées de pouvoirs étendus » (Cofremca/Le Point). Ici encore les réponses varient dans l'espace

rieur de ce chiffre, ceux qui sont très favorables ne sont que 31 % contre 34 % en moyenne française.

Le préfet, représentant du pouvoir central, a une cote de confiance dont la faiblesse est pour le moins surprenante : 15 % seulement des gens souhaitent que « le préfet et les fonctionnaires de l'état dans la région conservent leurs pouvoirs actuels » !

La SOFRES a, en Bretagne, poussé l'interrogation un peu plus loin avec la question suivante :

Pour la Bretagne, êtes-vous partisan...

- du statut actuel, la Bretagne étant une région comme les autres régions françaises 81 %
- d'un statut d'autonomie dans le cadre de la République française 12 %
- de l'indépendance totale, la Bretagne devenant un Etat souverain 3 %
- Non réponse 4 %

La timidité d'une telle réponse, souligne le Nouvel Observateur « ne doit pas amener à conclure au manque d'élan pour une solution administrative, même radicale ». En effet, même dans ces 81 %, il y a affirmation de la personnalité de la Bretagne et souhait de son développement (une région comme les autres, ce qui est loin d'être le cas, au point de vue économique) ; et quand une personne sur six souhaite, au minimum, l'autonomie, est-on encore dans le domaine de l'ultra-minorité et de l'utopie pure ?

La mort d'un mythe

54 % des Bretons « ont de la sympathie pour les mouvements bretons qui luttent actuellement pour que les choses changent, en Bretagne ». Voilà encore une réponse nette, et la manière dont elle est posée ne laisse planer aucun doute sur les destinataires de cette sympathie : « mouvements bretons », « luttant », « en Bretagne », les termes mêmes désignent sans ambiguïté l'action politique organisée sur le plan breton. Les critiques habituelles, irréalisme, division du combat ouvrier, passivisme, apparaissent ainsi pour ce qu'elles sont, c'est-à-dire des critiques partiales, non fondées, émises par des groupes politiques précis mais non partagées par le peuple breton dans son ensemble.

Autre surprise du sondage SOFRES/Nouvel Observateur, les réponses à la question suivante :

Dans l'ensemble, diriez-vous que les mouvements qui luttent actuel-

lement pour l'autonomie de la Bretagne sont...

- des mouvements de droite de type nationaliste 17 %
- des mouvements sans idéologie politique 20 %
- ou des mouvements socialistes 20 %
- Non réponse 43 %

Evidemment, la question est fort mal posée et le fort pourcentage de non-réponses reflète l'embarras de gens qui savent que le mouvement breton a plusieurs composantes, certaines de droite et d'autres socialistes et qu'il ne peut être classé dans l'une, seule, des trois catégories proposées. Il n'empêche que cette question révèle la mort d'un mythe qui a pesé bien longtemps sur l'émergence d'un mouvement breton organisé dans le peuple breton : le mythe de Breiz-Atao. Qu'on nous entende bien ici : la collaboration avec les nazis fut bel et bien un errement criminel et hautement condamnable, mais elle ne fut pas un péché originel et indélébile comme on le soutient souvent : 17 % seulement des Bretons continuent, volontairement ou pas, à voir dans les militants bretons actuels les continuateurs des « Breiz-Atao ». C'est dire que Breiz-Atao est mort, et bien mort !

Bien plus, 20 % des gens, c'est-à-dire plus du tiers de ceux qui se prononcent, perçoivent le mouvement breton comme socialiste : c'est bien cette composante qui a maintenant le vent en poupe, et c'est elle dont les mots d'ordre reçoivent le plus d'échos, en Bretagne.

Une politisation incomplète

Pourtant le problème breton est loin d'être perçu de manière politique et la résignation d'un peuple colonisé apparaît nettement dans le manque de cohérence de plusieurs réponses. Comment expliquer autrement que par les mécanismes aliénants de cette colonisation la distorsion suivante : alors que l'écrasante majorité des Bretons pensent que les choses iraient mieux si l'on disposait d'une assemblée bretonne élue, la moitié pense que les difficultés proviennent du « manque de matières premières et de la situation géographique de la Bretagne », affirmation dont la fausseté a été cent fois démontrée.

Non-perception aussi de la question bretonne en termes politiques dans cette autre réponse : 57 % pensent que les problèmes de la Bretagne ne seraient ni mieux ni moins bien résolus si la gauche était au pouvoir. 16 % seulement pensent qu'ils seraient mieux résolus. On mesure ici la responsabi-



Cliché Le Peuple Breton.

L'Agence pour l'Emploi à Brest : un fort attachement, de faibles chances de réussite.

té des partis de la gauche hexagonale en Bretagne. En refusant d'intégrer le problème breton à leur problématique, en refusant d'envisager des solutions qui soient spécifiques, d'une part ils se privent d'une arme politique particulièrement aiguë, de l'autre ils contribuent à maintenir les Bretons dans un apolitisme qui profite toujours, en définitive, à la droite.

Des craquements prévisibles

Le Point a eu l'idée de dresser et d'opposer deux cartes des 22 régions de l'hexagone. Dans la première sont indiqués les degrés d'attachement des habitants à leur région et l'on a déjà dit que la Bretagne figurait parmi les régions de fort attachement. Dans la seconde on a figuré les chances de réussite, et la réponse de la Bretagne a été : « des chances de réussite beaucoup moins grandes ». Il y a ainsi quelques régions qui cumulent un très fort attachement avec un très faible espoir de réussite. Ce sont à l'évidence des régions où les risques de conflit sont les plus graves, où les sursauts peuvent être les plus brutaux et les mieux soutenus par la population. La Bretagne figure parmi elles... Quand on aura remarqué que le sondage SOFRES/Nouvel Observateur signale un pourcentage de 31 % de gens qui ont, au minimum, de la compréhension pour les auteurs d'attentats (1 % approuve, 7 % n'approuvent pas, mais pensent que ces actes peuvent être utiles, 23 % n'approuvent pas mais comprennent qu'on puisse en arriver là) on peut se demander si un processus irréversible n'est pas amorcé en Bretagne.

L'intérêt de tels sondages aura été de révéler un état d'avancée de l'opinion bretonne que même le mouvement breton ne soupçonnait pas. Les négliger serait une erreur grave car on risquerait à brève échéance de ne plus être un pas en avant sur cette opinion, mais bien deux pas en arrière. Il y a ici, et pour tout le monde, des leçons à tirer.

Jean Guéguénat.



MPB / Korentin Keo

15 % seulement — dont Marcellin apparemment — souhaitent que les préfets gardent leurs pouvoirs.

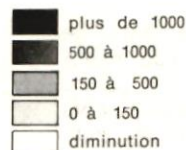
géographique, la Bretagne figurant au deuxième rang des 22 régions, tandis qu'en Pays-de-Loire, ce n'est pas, cette fois encore, l'enthousiasme : si le pourcentage de ceux qui sont favorables est identique au pourcentage français, à l'inté-

les gallos sont-ils bretons ?

(Suite de la page 7)

Heureusement, la vielle renaît dans le Penthièvre et des groupes comme les Tri Yann et les Kourerien ressuscitent des « hanter dro » (Maluron-Lurette), des laridé à 6 temps (« Bergère allons doux ») et les « Rond guérandais », si proches des « en dro » vannetais ; on enregistre les chants et musiques du pays de Redon. Un festival de la chanson populaire du pays gallo apparaît en 1975. **Bien tard, le pays gallo apprend qu'il a une personnalité propre** et que contrairement à ce qu'on lui a dit, il n'est pas sot-breton, mais vrai breton, à sa façon particulière.

Cliché Le Peuple Breton



Localisation des emplois industriels créés entre 1957 et 1967 : Haute et Basse Bretagne également oubliées.



Les Tri-Yann an Naoned : la culture gallo mérite de vivre.

E) La conscience collective bretonne n'a jamais complètement fait défaut, en pays gallo. On sait que le mouvement politique breton y est né, que 70 communes de Loire-Atlantique sur 220 ont émis un vœu en faveur de l'enseignement du breton et soutenant l'action du Celib à l'époque de sa combativité, représentant près de 60 % de la population du département. En Ille-et-Vilaine, ce sont 76 communes qui ont soit demandé l'enseignement du breton, soit exigé une ssembléebbbb brégbibbbbbb élé assemblée régionale à pouvoirs réels regroupant les élus au suffrage universel des 5 départements bretons, soit voté les 2 vœux. Si dans la population, il y a parfois hésitation à affirmer son appartenance bretonne, c'est par complexe à l'égard du Finistérien, jugé à tort dépositaire du véritable « fond breton ». Ce complexe disparaît souvent lors des conflits sociaux : les grévistes du Joint Français, de Plémet et de Saint-Carreuc en 1972, presque tous gallos, ont affirmé eux-mêmes le caractère breton de leurs luttes

et ont eux-mêmes mis le « gwenn ha du » à côté des drapeaux rouges. Les travailleurs fougerais qui manifestaient à Rennes en 1966 affirmaient « nous voulons vivre en Bretagne », alors que leurs camarades concarnois plus complexés, scandaient « du travail dans l'ouest ! ». Ces exemples montrent combien la conscience collective bretonne de la Haute-Bretagne peut renaître facilement. La formidable solidarité manifestée lors de la grève du Joint Français, « combat de tous les travailleurs bretons », montre bien combien cette conscience bretonne renforcée peut être un facteur essentiel de la lutte anti-capitaliste en Haute et en Basse-Bretagne. A condition de tenir compte des réalités.

CAFÉ DES MOUETTES
GUINNESS A LA PRESSION
PORT DE COMMERCE
BREST - Tél. 44-33-21

5 — LE PROBLEME DE LA HAUTE BRETAGNE

Le mouvement breton traditionnel a souvent perdu de vue, dans sa propagande et son comportement, que la Bretagne, si unie par ses problèmes, est double, culturellement, et que ses deux parties ont droit au même respect, à la même dignité. On l'a vu, la Haute-Bretagne n'est pas la « Bretagne française ». Le sentiment d'appartenance au peuple français existe encore autant chez les bretonnants que chez les gallos. Comme en Irlande, le sentiment national diffus n'est pas plus fort chez ceux qui parlent le breton que chez les autres. Faute de comprendre cela, le mouvement breton en Haute-Bretagne a souvent paru un mouvement importé, les militants haut-bretons s'empressant de couper leurs racines avec leur région pour se « finistérifier », au sens linguistique et culturel. Dès lors, il n'est pas étonnant que les gallos aient assisté en étrangers au bouillonnement breton. Dans les années 60, la Jeunesse Etudiante Bretonne à Rennes, c'était les Finistériens et le bar Brestois !

Une action politique progressiste doit éviter une telle coupure avec le peuple. Il est donc nécessaire de tenir compte des réalités et de ne pas présenter la culture bas-bretonne comme seule expression artistique du peuple breton. En ce sens, l'essor de la chanson bretonne bilingue, tenant compte des 2 traditions, est politiquement important et doit être soutenu. En ce sens, les Namnediz ont joué un rôle méritoire de précurseurs. Les groupes musicaux bas-bretons ne doivent pas oublier, non plus, l'existence d'un acquis culturel gallo. L'intérêt doit être réciproque et non à sens unique. Il ne peut que renforcer la solidarité nécessaire. La situation coloniale, les surprofits coloniaux, l'émigration forcée sont les réalités communes que doivent affronter les bretons. Ce n'est pas parce que la vielle, le

violon, la langue et des traditions alimentaires et vestimentaires individualisent la Haute-Bretagne qu'il faut la rejeter comme « française ». Outre le peu de signification de cet adjectif, il faut dépasser la dualité constitutive de la Bretagne en la reconnaissant. La bretonité ne croît pas vers l'ouest, ce qui ferait des Finistériens ou des habitants d'Ouessant les plus bretons des Bretons ! L'histoire montre au contraire combien Brest est une création française avec comme rôle de surveiller et d'assimiler les populations voisines. OÙ qu'ils habitent en Bretagne, définis par une certaine histoire, une certaine culture, certains comportements et surtout une situation coloniale commune, les travailleurs ont des problèmes comparables.



En Haute-Bretagne comme en pays bretonnant, l'invasion du tourisme de luxe.

Les travailleurs de Haute-Bretagne, ni « vrais », ni « faux », ni « sots-Bretons », doivent prendre conscience, comme les autres, de la nécessité de décoloniser ensemble leur pays et de lutter contre l'exploitation capitaliste. Solidaires malgré leurs diversités, les Bretons seront plus à même de pratiquer la solidarité active avec les autres peuples, quels que soient l'éloignement et la différence de leurs civilisations.

J.-J. MONNIER

(6) Gautier (E.), « L'émigration bretonne »

(7) Chiffres I.N.S.E.E. de 1968.

(8) P. B. numéro 125 - mars 1974.



**BAR
LE TRISKELL**

Place Guérin — BREST
☎ 44.56.65.
Guinness à la pression

ORGANISATION DE BUREAU
MACHINES A ÉCRIRE ET A CALCULER
CAISSES ENREGISTREUSES
FACTURIÈRES - COMPTABLES

Mobilier bois :
NEGRONI
Mobilier métallique :
ATRH0

SAMA

Service après-vente
Bureaux et Magasin :
11, rue Duchesse-Anne - BREST - Tél. 02.25.74
(Face au Lycée de St-Marc)

COTES-DU-NORD

TREGUIER : 300 CHOMEURS ?

Un comité de défense de l'emploi s'est formé à Tréguier, à l'appel des organisations politiques de gauche et syndicales. En novembre, le canton de Tréguier totalisait environ 270 chômeurs et celui de Lézardrieux environ 230, soit un demi millier pour 20 000 habitants, dans un secteur à majorité agricole où les statistiques sous-estiment toujours le chômage. En mettant en présence population laborieuse et demandeurs d'emploi, le comité a voulu montrer que contrairement à une idée entretenue par la droite, les chômeurs ne sont pas des « paresseux qui refusent le travail ».

MOR-BIHAN

VANNES :

FASCISTES ET VANDALES

Les progrès du mouvement breton et le renouveau de la culture populaire de notre pays n'ont pas que des admirateurs. Il existe un petit nombre de nationalistes français qui ne peuvent supporter cette atteinte à la grandeur latine. Ce sont eux qui ont mis à sac les locaux de deux associations de Vannes : le cercle Richemond et le Kelc'h Sevenadurel Gwened. Graffiti peints sur les murs, affiches déchirées, armoires vidées et ouverture d'un robinet d'eau pour inonder les lieux, nos petits fascistes ont laissé la croix celtique en signature à côté d'inscriptions hautement populaires du style « Culture bretonne, culture de ploucs », « Bretagne française », « votre Gwenn-ha-du est un torchon pour touristes », « Franco est mort mais son œuvre reste ».

La preuve ! Et comme cette œuvre donne soif on a volé une caisse de bière ; et de l'argent, comme de vulgaires délinquants. C'est ça, l'idéal !

FINISTERE

BENODET :

LA FUMISTERIE DU TOURISME DE LUXE

L'aimable embouchure de l'Odéon est depuis longtemps le « paradis des plaisanciers », et l'objet de convoitises de la part des « aménageurs touristiques » en tout genre. Côté Sainte-Marine on sait que de vastes projets attendent le jour propice pour sortir des cartons. Côté Bénodet c'est déjà fait : l'avenue qui borde la plage est « le boulevard des Anglais » à la mode de Bretagne. A l'ensemble d'hôtels et de bars s'est ajouté, il y a 5 mois, un énorme complexe casino-hôtel-piscine-centre de thalassothérapie : à tourisme de luxe, santé de luxe !

La Thalasso a été inaugurée à grand renfort de placards publicitaires. Dans le même temps on embauchait une cinquantaine de personnes. Le tourisme crée des emplois, on vous dit !... Seulement la direction (parisienne bien entendu) s'est embarquée sans même l'agrément de la Sécurité Sociale ; et puis la clientèle s'est vite refroidie et raréfiée.

Résultat : 18 licenciements — et pas un mot dans la presse locale...

Les employés restants ont décidé de se réunir pour défendre leurs droits : élection de délégués du personnel, convention collective, droit syndical.

LOIRE-ATLANTIQUE

NANTES :

UNE SAUCE PEU CLAIRE DANS LES TRANSPORTS EN COMMUN

Les arrières-pensées capitalistes n'ont pas été balayées en ce qui concerne les autobus nantais. Derrière la C.N.T.C. (Compagnie nantaise des transports en commun) qui ne disparaît que de nom, de savantes combinaisons ont abouti à une Société d'Economie mixte (S.E.M.) qui a « confié » le fonctionnement du réseau à une Société de transports de l'agglomération nantaise (S.T.A.N.), laquelle S.T.A.N. est filiale, à 90 % de son capital, de la TRANSEXEL dont l'activité s'étend sur 12 villes hexagonales. Nous plaignons les pauvres actionnaires de la TRANSEXEL qui acceptent tant de « sacrifices » pour que les travailleurs puissent retrouver chaque matin leurs patrons et payer leurs impôts communaux afin de combler le déficit de la gestion, car il y aura quand même « déficit ». C'est prévu dans les accords...

ILLE-ET-VILAINE

SAINT-MALO :

LA PECHE CONCURRENCEE

Alors que la région de Saint-Malo connaît une crise grave tant dans le domaine industriel que dans celui de la pêche, cette dernière se heurte à des pratiques qui risquent de lui porter des coups de plus en plus durs. La société Sadifroid a importé 450 tonnes de merlu polonais qui est venu à Saint-Malo par la route, après avoir transité par la Belgique ! Il apparaît à la société Sadifroid, qui dépend des pêcheries Pléven, que la fourniture des pêcheurs locaux est insuffisante de 30 à 40 %. Qu'attend-on pour leur permettre d'augmenter leur volume de pêche en construisant de nouvelles unités ? On fournirait ainsi du travail aux chantiers navals, qui en ont bien besoin !



Photo J. - Mourrot - St-Malo

LES JAPONAIS ONT-ILS LES YEUX MOINS BRIDES QUE LES FRANÇAIS ?



Dans les rues de Brest, un panneau publicitaire à l'arrêt d'autobus. Il est significatif que dans une des villes les plus francisées de Bretagne, apparaissent des panneaux publicitaires en langue bretonne. Est-ce un signe des temps ? On ne peut s'empêcher de constater que si la marque SONY, une marque japonaise, représentative du capitalisme le plus intelligent et le plus agressif, vend ses téléviseurs couleur en breton, c'est que ça doit être efficace. Qui l'eût cru, il y a seulement dix ans ?

La volonté de plus en plus affirmée des Bretons, et en particulier de la jeunesse d'exiger un véritable enseignement du breton et sa place dans la vie moderne n'est pas étrangère à

l'utilisation du breton à des fins commerciales. La journée de Guingamp, qui a mobilisé deux mille personnes pour la défense de la langue bretonne, les banderoles syndicales de la C.F.D.T. en breton, lors de la journée de grève bretonne du 27 novembre dernier, sont les signes d'une prise de conscience de plus en plus affirmée d'appartenir à un peuple qui a ses caractères propres en dépit de plusieurs décennies de francisation et d'aliénation. Que les Japonais s'en soient aperçu et en tiennent compte, quoi de plus logique ? C'est le gouvernement français qui s'en apercevra le dernier. Mais peut-être sera-t-il déjà trop tard.

R.A.

Petites Annonces

Nous signalons que ces annonces sont gratuites pour tous nos compatriotes à la recherche d'un travail. De même nos adhérents et sympathisants qui nous signaleront des offres d'emploi en Bretagne pourront bénéficier de la gratuité de l'insertion.

DEMANDES D'EMPLOI

• J.H., libéré O.M., 21 ans, cherche emploi de bureau, Brevet Professionnel « Services Commerciaux », B.E.P.C. ; préférence région nantaise. Ecrire à :
Pierre SUDRE
L'Apsyguais
44780 SAFFRE

• Recherche, région brestoise, emploi aide-chimiste, technicienne de laboratoire. Ecrire à :
Mlle LE FUR
5, bd de Belleville
75011 PARIS

Librairie Bretonne

LIVRES
NEUFS
& ANCIENS

Spécialité :
OUVRAGES
EN LANGUE
BRETONNE

G. GIRAUDON
Tél. : 35-04-90

30, rue de Kerampont, 22300 Lannion



IFFIG

A lu avec curiosité, dans l'édition de Gourin du 15 décembre du « Télégramme », cette information :

« Il vole une voiture, provoque un accident et prend la fuite. Il était 2 h 50 du matin lorsque Mme JAUEN habitant la rue des Sans Culottes fut réveillée par un bruit insolite. Allumant la lumière elle aperçut un jeune homme qui s'enfuyait vers la rue St-Pierre. Il portait des sabots de bois et était vêtu d'un blouson et d'un pull clair. L'enquête s'oriente vers les milieux bretonnants comme le laisserait penser le port des sabots. »

A appris que c'était là la conclusion même de la gendarmerie.

S'est dit qu'il valait mieux pour les nudistes en général que le fuyard ne fût pas pieds nus, ou pour les Landais qu'il ne portât pas d'échasses, ou pour les Esquimaux qu'il ne chaussât pas de raquettes.

Comprend mieux ainsi l'efficacité et la précision des opérations de police en Bretagne.

S'est dit que, par les temps qui courent, il vaut mieux chausser des... godillots.

D'AUTRES LE DISENT

ouest
france

29 et 30/11/75

« Bretagne »

« Télé-Bretagne » commentait les résultats d'un sondage publié par un hebdo sur le crédit des mouvements bretons, auprès des Bretons. Tandis que les chiffres apparaissaient à l'écran, ils étaient lus ou commentés. Tous, sauf un seul. Celui-ci : « Avez-vous de la sympathie pour les mouvements bretons qui luttent actuellement pour que les choses changent en Bretagne ? Oui : 54 % »

Le seul qui pouvait déranger. A part ça, la majeure partie de l'émission était consacrée à des interviews de parlementaires U.D.R. en congrès à Rennes, mais pas une image bien sûr du meeting, à Pontivy, des comités antirépression de Bretagne.

Et pourtant aux dernières nouvelles, ça s'appelle toujours... « Télé-Bretagne ».

LA REVOLTE DES BONNETS ROUGES, PAR NONO

Résumé des chapitres précédents :

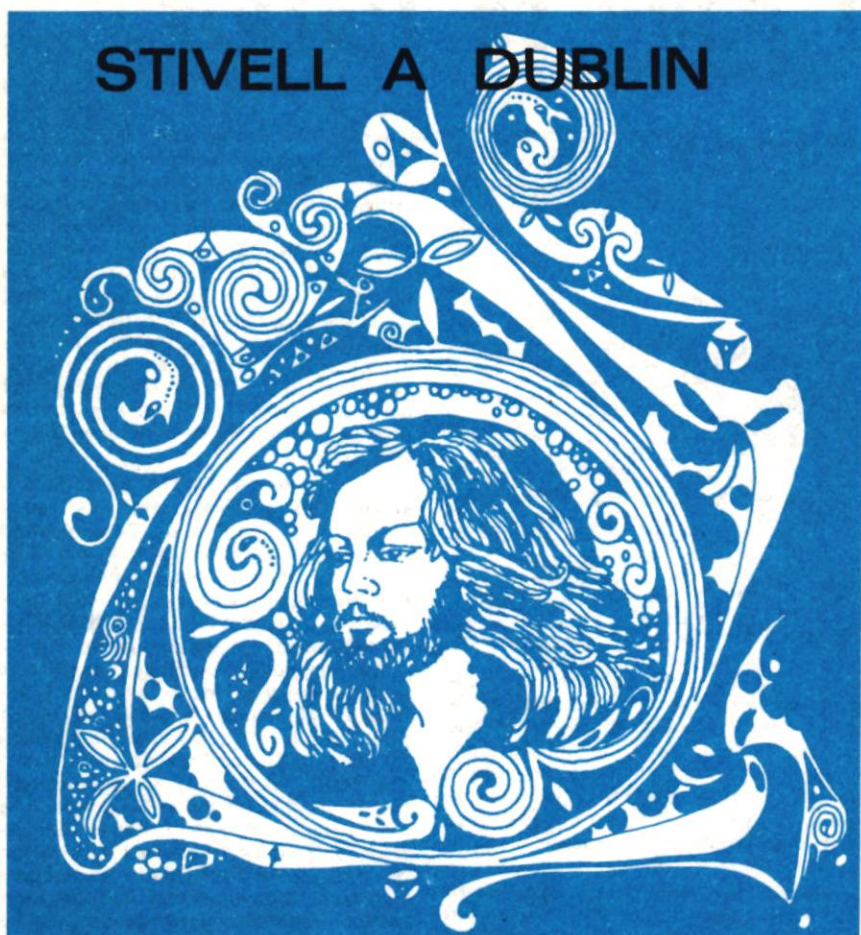
Colbert se creuse la tête pour trouver de l'argent frais...



(à suivre dans les prochains numéros du Peuple Breton)

TROIS DISQUES DE QUALITE

STIVELL A DUBLIN



ALAN STIVELL ---- E DULENN
33 t. 30 cm KELTIA TRI
Y STEREO 9101 850

Le répertoire d'Alan Stivell continue de s'abreuver aux mêmes sources : airs plinn ou fisel dans la lignée d'Etienne Rivoallan, musique gaëlique, qu'Alan connaît mieux que personne en Bretagne, et une forte influence vannetaise. Celle-ci nous vaut pour ce seul disque une suite d'an Dro, un Hanter-dro, un Lari-dé, et cette marche pourlette dont une transposition sur le mode mineur avait déjà fait autrefois les beaux jours du bagad Bleimor. Cette transposition nous est ici offerte en hors-d'œuvre et s'enchaîne sur la version traditionnelle en majeur, dans une orchestration très moderne et très rythmée, caractéristique du disque.

Mais depuis le temps de Bleimor, il y a eu l'engagement d'Alan Stivell pour qui la musique n'est pas tout, même s'il est un musicien hors pair. Cet engagement est ici marqué sous ambiguïté : Délivrance, Teñval eo ar bed, Digor eo an hent, Ha kompen't 'vin erfin. L'expression en est un peu idéaliste, voire naïve, mais un récital n'est pas un congrès po-

litique, et il y a de ces simplifications qui touchent droit le cœur et soulèvent l'enthousiasme des foules.

Le public, justement, joue son rôle dans ce disque. L'enregistrement n'a pas été fait à Dublin pour rien. Après une mise en condition magistrale par l'orgue et les bombardes, après la délivrance du message politique, viennent plusieurs morceaux "irlandisés" par un arrangement habile : dérobée prise en sandwich dans une gigue, pach-pi, un autre air irlandais enchaîné sur le lari-dé. Le public s'y retrouve sans mal et applaudit à tout rompre.

Cette pédagogie musicale fait autant pour chauffer l'ambiance que l'orchestration très moderne (et très réussie) de la deuxième face. Et pour finir, on n'a aucune peine à imaginer, sur la suite d'an Dro fausement improvisée, les buveurs de Guinness bousculant leur chaise et la soirée s'achevant en fest-noz.

Si vous n'avez pas encore ce disque, courez vite l'acheter. Il en vaut d'autant plus la peine que du point de vue technique il est impeccable ou peu s'en faut.

François Le Gall

KEVRENN BREST-St-MARK

33 t. 30 cm — VELIA 2230018 Y

Presque 30 ans après les débuts de la musique de bagad, un échantillon représentatif du répertoire, par un groupe né avec cette musique, onze fois champion de Bretagne, et dont certains membres ont joué un rôle de premier plan dans l'évolution du genre. Le disque est remarquable par ses harmonisations, brillantes dans presque tous les airs et notamment dans cet « Hollaika » pour bombardes seules qui, curieusement, évoque cer-

sages des bombardes à l'octave ne suffisent pas à corriger. Soyons justes, il y a 2 min. 10 sec. dans ce style, tout le reste est du concert.

Par rapport aux meilleurs disques d'il y a 7 ou 8 ans, les progrès concernent la maîtrise de l'exécution collective des danses, qui toutes, sauf la gavotte de l'Aven, pas assez fluide, conservent ici leur caractère propre. La palme revient à une suite d'Hanter-dro, musicalement superbe, qui donne vraiment des fourmis dans les jambes et enchaîne très heureusement



Photo Kevrenn Brest-St-Mark

taine musique savante du XVIII^e s. Dans « Kimiad ar Soudard Yaouank », pourtant, la virtuosité des bombardes paraît un peu gratuite et peu en accord avec le caractère mélancolique du morceau.

La composition du disque est classique : mélodies, danses, solo de batterie, adaptation d'un air d'Europe Centrale selon l'usage inauguré autrefois par la Kevrenn de Rennes, et ces inévitables arrangements pour défilé donnant à « Ton ar Rost » un style « 42 nd Highlanders » que les pas-

airs du bas et du haut pays. Dommage qu'une carte des terroirs sur la pochette paraisse faire coïncider la Bretagne musicale avec la zone bretonnante.

Dommage aussi que l'enregistrement ne soit à la hauteur de la musique : diminution du volume sonore des cornemuses (à gauche) quand les bombardes attaquent (à droite). Est-ce un effet de la gravure ? Et surtout le son est parfois bizarrement coupé. Il manque notamment les 2 premières secondes du dernier air !

François Le Gall

Gilles SERVAT

LA LIBERTE BRILLE DANS LA NUIT

33 t. - 30 cm. - Kalondour

Aux dires de plusieurs disquaires, lors de sa sortie, le dernier 33 tours de Gilles Servat (« La liberté brille dans la nuit ») « ne marchait pas très fort ». Il semble avoir connu, effectivement, des débuts commerciaux hésitants.

Pas étonnant ! Si l'on y retrouve en effet des textes dont l'inspiration est dans l'ensemble la même que sur les disques précédents, les rythmes et les accompagnements musicaux se révèlent quant à eux, tout à fait nouveaux, voire déroutants de prime abord.

Déjà avec « Climats », Servat s'était acquis la collaboration d'un ensemble musical de qualité : les arrangements musicaux et l'utilisation judicieuse de certains instruments mettaient la plupart des textes en valeur et leur donnaient encore plus de force. Sur les disques surtout où le mixage était techniquement bien réalisé. Ça l'était hélas moins vrai lors de certains récitals où voulant faire vraiment trop d'effets, le moving synthétiseur — par ailleurs un extraordinaire instrument — couvrait souvent la voix du chanteur ou se lançait parfois, en particulier lors des finals, dans une gymnastique gratuite, emphatique et ridicule.

Aucun effet facile ni pompier par contre dans ce dernier disque. Ici c'est recherche et originalité. Aussi bien dans le jeu subtil des guitares que dans la profondeur des violons ou les enjambées alertes de la harpe. Bravo à Servat d'avoir sur s'entourer de musiciens de classe !

Malgré un bonheur inégal selon les textes, l'ensemble est très nettement réussi et le résultat plus que positif.



MPB / Korentin Keo

La « Chanson pour François Quennechou » est un hommage saisissant aux ouvriers agricoles bretons, pauvres émigrés humiliés et méprisés. « Chili T.T. » c'est un inquiétant cri de vérité mais aussi une gifle cinglante.

Hélas ! Seulement deux chansons en breton pourtant parmi les plus belles du disque : quelle musicalité, quel envoûtement ! « Planedenn » surtout est un hurlement poignant que n'avait pas su traduire Stivell à partir du même poème de Yann-Ber Piriou.

Quant à « Je dors en Bretagne, ce soir », c'est sans doute la plus belle réussite texte-musique. Ici Servat a largement surpassé son interprétation précédente de la même chanson. Comme tant d'autres, il évolue : dans le sens positif, heureusement !

Et ainsi ce disque, aux textes peu joyeux dans leur ensemble se termine par une note d'espoir.

A noter enfin que la pochette du disque elle aussi fait preuve d'originalité.

Le public, en définitive, ne s'y est pas trompé : le dernier 33 tours de Servat connaît maintenant un bon succès. A notre avis il mériterait encore mieux.

P. et V. KENTEL

Peuples opprimés

LA DECLARATION DE BREST PRESENTEE EN HOLLANDE

Invité par les « Jeunesses Fédéralistes Mondiales », à une semaine d'étude sur la politique régionale en Europe, notre Parti avait délégué à Valkenburg en Hollande, deux de nos camarades : R. L'Hostis et J.L. Le Mée, afin de représenter les 7 signataires de la Déclaration de Brest, du 8 au 12 décembre.

A la suite de l'exposé de R. L'Hostis et des fréquentes interventions qui suivirent sur la question de notre combat et celui des peuples frères, basques, irlandais, galiciens, catalans, gallois, la totalité des participants convinrent que l'Europe ne peut se bâtir sans les peuples qui luttent pour leur émancipation, malgré l'oppression du capitalisme monopoliste d'Etat et l'impérialisme. La résolution finale suivante fut adoptée à l'unanimité.

Convoquée par la Jeunesse Fédéraliste Mondiale, la Conférence Européenne sur la Politique Régionale, regroupant du 8 au 12 décembre à Valkenberg, Pays-Bas, les représentants de mouvements régionalistes, d'organisations de jeunesse et de groupes d'action de douze états.

— réclame la libération immédiate par le gouvernement français des détenus politiques de groupes minoritaires et de mouvements régionalistes

— réclame du gouvernement espagnol l'amnistie générale pour tous les prisonniers politiques

— demande au gouvernement de la république italienne de mettre en œuvre les lois d'application de l'article 6 de la constitution concernant les minorités linguistiques

— demande au gouvernement autrichien d'appliquer le traité d'Etat en ce qui concerne les droits linguistiques des Slovènes et Croates.

EUZKADI



Le groupe basque ORTZIKEN, dont font partie Père OSPITAL et Manex PAGOLA, donnera un spectacle engagé à Paris, en février.

LA CATALOGNE

EN LUTTE POUR SA LIBERTÉ

Dans le panorama des luttes que les classes opprimées par l'Etat espagnol mènent depuis plus de 30 ans contre la dictature franquiste, la lutte de libération du peuple catalan occupe une position clé : la Catalogne est à la fois la zone industrielle la plus importante de la péninsule ibérique et celle où la tradition de lutte ouvrière est la plus forte ; elle constitue en outre une communauté ayant une conscience croissante de son identité nationale.

UN PEU D'HISTOIRE

Pendant la 11ème République (1931-1939) les Pays Catalans furent en partie régis par un statut d'Autonomie, statut qui concernait uniquement la principauté de Catalogne, ou Catalogne au sens strict. Ce statut lui permit d'entreprendre d'importantes mesures de réorganisation sociale, économique et culturelle, même si, globalement, tout restait soumis aux décisions du pouvoir central. La République a aussi rendu possibles le renforcement des organisations ouvrières (en Pays catalans, surtout la C.N.T. : anarcho-syndicaliste) et le développement des partis ouvriers.

Dès 1934, la création de nouveaux partis ouvriers et la radicalisation sociale des programmes soulignent les progrès de la conscience de classe en Catalogne. L'hégémonie politique se déplace progressivement, mais nettement, vers la gauche.

La « guerre civile » éclate en 1936. Il faut savoir que le camp franquiste réunissait fondamentalement les défenseurs de l'oligarchie financière, agraire et industrielle, ainsi que les tenants des structures traditionnelles du pouvoir : bureaucratie militaire, cléricale et administrative. Pour les Pays catalans, cette période (1936-1939) doit être considérée comme une véritable tentative de révolution sociale. La lutte y fut celle de la classe ouvrière et des classes populaires catalanes contre toutes ces forces franquistes réunies par le nationalisme espagnol. L'alignement de la bourgeoisie catalane dans le camp franquiste, et la prise du pouvoir par la classe ouvrière ont permis d'amorcer en Pays Catalans un processus de collectivisation industrielle et agricole de très grande portée.

LE MOUVEMENT OUVRIER ET POPULAIRE SOUS LA DICTATURE FASCISTE

Après la guerre, on comptait 150 exécutions par jour rien qu'à Barcelone. Déjà consolidée par cette répression féroce, la dictature fasciste s'est ensuite maintenue en renforçant la bureaucratie (administration, forces de répression, influence de l'Eglise) et en permettant la pénétration massive du capital international, nord-américain surtout. La continuité de cette domination s'est opérée dans la répression la plus systématique. D'abord l'élimination (y compris physique) des dirigeants et l'abolition de toutes les institutions politiques et culturelles catalanes. Ensuite, la répression permanente visant à empêcher l'action et l'organisation des classes populaires catalanes. Langue et littérature catalanes (comme celles des autres nations soumises) sont considérées comme des moyens de prise de conscience collective, et persécutées comme



tels. Jusqu'en 1949 répression et climat de terreur ont rendu difficile la naissance de vrais mouvements de masse. Mais la lutte des classes populaires ne s'est pas arrêtée ; elle a pris la forme de « maquis » et de petits noyaux de partis politiques autour des publications clandestines.

Bien qu'en 1953 le revenu par habitant n'ait toujours pas atteint le niveau de 1936, on assiste dans les années 1950 à un début d'expansion économique : l'exploitation brutale de la classe ouvrière et la spoliation des nations opprimées ont permis l'accumulation de capital par la bourgeoisie en même temps que pénétraient les capitaux européens et nord-américains. En réponse à la forte inflation produite par cette expansion se sont déclenchées les premières actions de masse importantes (grande grève des transports à Barcelone en 1951 et forte agitation universitaire en 1956).

Les années 1960 marquent une nouvelle étape du développement économique et dans le progrès des luttes ouvrières. C'est alors que le régime tente de pratiquer une politique « d'ouverture » et de « participation »... tout en maintenant les mêmes formes de répression. C'est à cette époque aussi que la classe ouvrière catalane crée les Commissions Ouvrières, organisations clandestines qui s'étendent bientôt à toute l'Espagne, sous des formes diverses. Les tentatives « d'ouverture » du régime auront ainsi fait progresser les mouvements de masse et accéléré l'essor du mouvement culturel (« Nova Canço », éditions, écoles...). Paral-

lèlement à l'apparition d'E.T.A. en Pays Basque, les progrès de la conscience nationale en Catalogne se cristallisent dans la formation de nouveaux groupes politiques. Ainsi, en 1969, naît le P.S.A.N. (Partit Socialista de Alliberament Nacional), première tentative en Catalogne pour réunir question nationale et question sociale. Signalons encore la création de l'Assemblée de Catalogne en 1971 : groupements de partis et d'organisations de masse pour le rétablissement des libertés politiques et nationales de la Catalogne.

La période 1971-1974 se caractérise par un accroissement des luttes et une consolidation de l'organisation populaire face à un régime qui s'affaiblit de jour en jour, s'avérant même incapable de faire appliquer plusieurs projets de loi : loi d'éducation, loi syndicale, loi d'association, etc...

Les nouvelles exigences des luttes mettent en crise les organisations politiques clandestines. Ainsi se multiplient les tensions au sein de l'ancien P.S.A.N. qui, paralysé par une pratique surtout culturelle, devient un simple diverticule du P.S.U.C., c'est-à-dire du Parti Communiste Espagnol en Catalogne. Tout ceci aboutit à la création du P.S.A.N.-PROVISIONAL, parti construit avec l'objectif clair de transformation révolutionnaire de la société catalane.

La mort de Franco et la forte répression qui l'a précédée ont clairement délimité les positions des différents groupes politiques. D'un côté, le P.S.U.C. a entraîné d'autres groupes réformistes dont l'ancien P.S.A.N. « officiel » et une importante partie de l'Assemblée de Catalogne, vers une politique de fausse neutralité et d'attente, politique qui ne fait que favoriser la démobilitation populaire alors que la répression ne désarme pas. Par ailleurs, le P.S.A.N.-PROVISIONAL qui a exposé ses positions à l'égard du changement démocratique dans un communiqué commun avec E.T.A. et l'organisation galicienne U.P.G., et signé la Charte de Brest avec l'U.D.B., entre autres, est aujourd'hui victime d'une répression très dure. Mais il ne cesse d'impulser sa ligne d'organisation et de mobilisation populaires, pour l'élargissement des conquêtes démocratiques, pour liquider l'appareil de la dictature, dans l'objectif de Pays Catalans libres, socialistes et réunifiés.

PSAN (P.)
Parti Socialiste pour la libération nationale (Provisional)

KABIGS, CABANS, MARINIÈRES,
DUFFLE-COATS, VESTES 3/4, MANTEAUX,
POUR DAMES, HOMMES & ENFANTS
GRANDE TAILLE A LA DEMANDE

BREIZH KABIGS

MAISON Y. LE MEUR

247, rue J.-Jaurès - BREST

PRIX — QUALITE — CHOIX

Tél. 44-75-69



COURRIER DES LECTEURS

Nous remercions ceux qui nous écrivent. Précisez si vous désirez l'anonymat.

DES FLIPPERS DANS LES CREPERIES

Je suis très surpris de la façon dont vous critiquez les touristes en général. D'origine bretonne, j'ai habité Versailles jusqu'à l'âge de 18 ans. Aujourd'hui je vis en Suède.

Cet été, j'étais en Bretagne avec ma femme, dans ma famille à Poullaouen. Nous étions donc des touristes. Croyez-vous que ma femme, sa famille, moi-même, mes amis (qu'ils soient Suédois Turcs, Finnois) vont en Bretagne comme on va à St-Tropez ou Rimini ? Je pense que comme les Bretons habitant le pays, il y a beaucoup de touristes à qui cela fait mal au cœur de voir « des routes bitumées le long des plages », « des jeux de plage idiots » comme vous dites, « des flippers et des bowlings dans les crêperies et les bistrotts », de voir « Locronan envahi par les voitures, aussi bien 75 que 35 », de voir « les deux jeunes qui sont chargés de faire bouger la roche tombante de Huelgoat injurier les touristes qui ne comprennent pas qu'il faut donner 100 balles », de voir « un musicien au Fest-Noz de Guerlesquin insulter des gens parce qu'ils ne différencient pas une gavotte des montagnes d'une marche... »

Non, le problème n'est pas là. Le problème est que tous les Bretons habitant la Bretagne ou ailleurs, que tous ceux qui aiment la Bretagne luttent, et dénoncent comme vous le faites souvent dans votre journal, les exploiters, capitalistes bretons et d'ailleurs, qui se servent du mot « Bretagne » pour faire du fric. Ce sont eux qui construisent ces hôtels affreux « made in Côte d'Azur » ; ce sont eux qui placent les flippers dans les crêperies... ; ce sont eux qui invitent Léon Zitrone. Et eux, ils s'en foutent de la Bretagne.

Avant d'attaquer les touristes (même si c'est justifié), il faut leur faire connaître la vraie Bretagne. Ceux qui viennent de l'étranger (Belges, Français, Suédois...) sont parfois naïfs. Mais ceux qui rosnent de Rennes visiter Carnac ou Roscoff sont aussi des touristes, de même que tous les exilés bretons de la région parisienne. Mais tous ces touristes aiment et veulent comprendre la Bretagne. Bien sûr, comme dans toute société, il y a cette minorité d'idiots, qu'il faut oublier je crois. Il y aura toujours des 75 à se croire « quelque chose »...

Est-ce une faute de parler du pays que l'on aime à ceux que l'on rencontre ?... Il faut commencer par là pour faire connaître, estimer, et surtout comprendre notre combat.

J. Perron
Halmstad - Suède

Mais il n'y a pas de désaccord entre nous ! Il y a belle lurette que, tout en dénonçant le tourisme destructeur et avilissant que le capitalisme impose à la Bretagne, nous affirmons être pour un véritable tourisme populaire dans une Bretagne économiquement équilibrée.

LES BRETONS EXILÉS ET LA PÉTITION

Merci au « Peuple Breton » d'avoir eu le courage politique de faire cette pétition pour la libération immédiate de tous les Bretons actuellement emprisonnés pour des motifs politiques.

M. et Mme Y. Quéré,
78 Le Pecq.

Trois signatures, c'est peu. Sans doute y a-t-il plus de personnes susceptibles de soutenir la pétition à Laval, mais je n'y suis que depuis avril 1975.

Beauto - Le Breton,
Laval.

Je vous renvoie cette pétition avec un nombre de signatures qui pourra paraître bien dérisoire. Mais au Havre dans le milieu lycéen auquel j'appartiens, bien peu nombreux sont les gens qui s'intéressent au problème breton. Et même, quand on essaye de leur expliquer le pourquoi de la chose, ils vous rient au nez en prétendant que le mouvement breton est une minorité réactionnaire et passéiste. La vie n'est pas toujours drôle pour un breton exilé. Chacun sait que « les Bretons sont des ploucs arriérés ». On entend ça tous les jours au bahut, au Havre. Heureusement que le « Peuple Breton » est là tous les mois pour nous tenir au courant du problème breton dans son ensemble.

A.G.,
Le Havre.

D'abord, je tiens à vous féliciter pour la pétition que vous m'avez fait parvenir et avec laquelle je suis entièrement d'accord. Par contre, dans le lycée technique où je l'ai fait circuler, il y a eu pas mal de refus. Les uns parce qu'ils ne connaissent même pas la signification des lettres F.L.B. (incroyable, mais vrai), les autres par peur de prendre des initiatives. Je tiens aussi à préciser que la majorité des élèves sont majeurs. J'ai même ressenti quelques difficultés auprès de certains professeurs qui m'ont purement et simplement viré.

P. Vieville,
Saint-Quentin.

Nous vous renvoyons votre pétition avec les signatures de camarades bretons ou sympathisants, étudiants pour la diffusion. Ici, à Lyon, notre action vis-à-vis de ces arrestations a été la diffusion d'un tract rédigé avec l'aide d'Occitans, de membres de la L.C.R. et d'étudiants socialistes. Notre seule action qui ne soit pas coupée de la Bretagne est la signature de la pétition de l'U.D.B. Mais nous regrettons que l'U.D.B., évoquant la non-coopération avec le S.A.V., ne fasse pas partie, à notre connaissance, des comités anti-répression en Bretagne. N'était-il pas souhaitable de former une unité d'action la plus grande possible sur cet objectif ponctuel de condamnation des pratiques policières du pouvoir, tout en se démarquant des autres organisations du point de vue des analyses et des solutions avancées.

Des étudiants bretons à Lyon.

L'HYPOCRISIE GOUVERNEMENTALE

Je vous écris pour vous demander s'il ne serait pas possible de parler dans les colonnes du « Peuple Breton » de ce qui se passe à Brest au sujet de la construction de la 3ème forme de radoub. Il paraît qu'elle va être construite par une société lorraine, ce qui semble bien paradoxal dans un pays qui ne manque pas d'entreprises du bâtiment. Il me semblerait intéressant de savoir qui prend la décision, où, et selon quels critères. Cela serait une preuve (de plus) de l'hypocrisie gouvernementale qui, d'un côté, multiplie les déclarations en faveur du développement économique de la Bretagne et qui, d'autre part, fait en réalité tout ce qu'il faut pour que la Bretagne étouffe et se vide.

Dans un autre domaine, il me paraît intéressant d'analyser un peu à fond le sondage récemment diffusé sur le plan hexagonal et qui concerne la conception qu'ont les Bretons de leur pays. Je trouve paradoxal, pour ma part que 80 % des Bretons interrogés se déclarent satisfaits du statut régional de la Bretagne dans l'hexagone alors qu'ils se déclarent favorables (60 %) aux mouvements bretons...

Un lecteur assidu
J.-P. Kerjean, Brest

*Signée par sept
partis de 6 pays*

un document international...

La Déclaration de Brest

imprimée en suisse,

diffusée en Bretagne par l'U.D.B.

4 francs (3 francs + port)

à verser à : U.D.B. - B.P. 304 - 29273 BREST CEDEX
C.C.P. Rennes 2.365.78

Leçons de musique
Instruments de musique
et partitions

VANNES - MUSIQUE

P. LOHÉRIC

46, rue Maréchal Leclerc 56000 VANNES

Ventes et réparations

ABONNEZ-VOUS

LE PEUPLE BRETON

Boîte Postale 304 - 29273 BREST CEDEX

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

Souscrit un abonnement ordinaire : 20 F (1)
étranger : 30 F (1)
de soutien : à partir de 30 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion : 45 F (1)

A partir du N° _____ inclus

Ci-joint le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1)
mandat-lettre (1) (1) Rayer les mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2365-76

ABONNEZ-VOUS

POBL VREIZH

en langue bretonne

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

Souscrit un abonnement ordinaire : 10 F (1)
de soutien : à partir de 20 F (1)

un réabonnement (1)

A partir du N° _____ inclus

Ci-joint le règlement par chèque postal (1)
mandat-lettre (1)
chèque bancaire (1) (1) Rayer les mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2746-79

LE PEUPLE BRETON

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

SOMMAIRE

PAGE 3

L'UDB DANS
SES MURS

PAGE 5

LES LEÇONS DU
27 NOVEMBRE

PAGE 6

LA SOLIDARITÉ
BRETONNE

PAGE 7 ET 10

LES GALLOS SONT-
ILS BRETONS ?

PAGE 11

LE PROBLÈME
BRETON
DE BREST
A NANTES

PAGE 14

LA CATALOGNE

PAGE 15

COURRIER
DES LECTEURS

coiffure
roland
et
roger

11 rue des boucheries landerneau
Musique d'ambiance
Boisson à la disposition des clients.

Composition mécanique - Lorient
Imprimerie Cornouaillaise - Quimper
Publication inscrite à la C.P.P.A.P. N 41.387
Tirage 8200 ex. - Dépôt légal : 1^{er} trimestre
Directeur de la publication : R. Leprohon.



QUESTIONS SUR L'ARMÉE

Poser, en Bretagne, le débat sur l'armée de la même manière que le font, à Paris, les partis de la gauche française serait considérablement rabougrir un problème qui se pose chez nous en des termes bien différents et avec une tout autre acuité. Ne serait-ce que par le nombre des Bretons qui sont ou ont été militaires et par la densité des implantations ici. Le « Peuple Breton » a bien souvent abordé cette question, en particulier en publiant en octobre 1974 la carte des établissements militaires en Bretagne (1). Il ne s'agit pas pour nous de pratiquer un antimilitarisme toujours sommaire, mais d'évoquer les questions de fond concernant le rôle de l'armée en Bretagne. Ces questions nous ne ferons ici que les poser, nous réservant d'en développer telle ou telle dans des numéros futurs (2).

Peut-on en effet oublier quelle est la nature de l'armée française ? Axée sur une histoire bâtie sur les conquêtes périphériques en vue d'augmenter la puissance d'un territoire dit « national », elle fut entretenue dans la nécessité de réserver pour la colonisation des terres et des peuples sur d'autres continents et elle est conditionnée pour écraser toute velléité de révolte chez les travailleurs ou dans les peuples de l'hexagone.

Maintenue dans la vénération d'un passé glorieux et dans la perspective de nouveaux faits d'armes, marquée par un nationalisme supposant l'unité de langage, l'unité de culture, l'unité d'intérêts et s'opposant nécessairement à l'existence des peuples minoritaires, elle se sent investie de la mission de modeler les hommes, dans un but d'efficacité mais en fait en vue de leur asservissement dans le travail. La conséquence d'un tel état d'esprit est qu'une soumission totale est indispensable.

Peut-on oublier le sort des Bretons dans cette armée ? Les sacrifices demandés dans le passé de Conlie à la guerre d'Algérie en passant par l'hécatombe de la guerre 14-18 ? Les difficultés d'adaptation, la déculturation ? Le Breton-plouk, risée des Parisiens (les Nantais sont alors compris dans les Bretons !), les bretonnants, deux fois plouks, moqués comme tous ceux qui parlent tant bien que mal le français, et François Laurent, de Mellionec, fusillé parce qu'il ne le parlait pas du tout ?

(1) Ce numéro peut toujours nous être demandé. Envoi contre 2 F en timbres à : « Peuple Breton », B.P. 304, 29273 Brest-Cédex.

(2) Rappelons que nous préparons un article sur le service militaire des Bretons et que nous demandons à nos lecteurs de continuer à nous envoyer leurs témoignages sur le sujet.

Peut-on oublier le prolongement du prestige de l'armée après les campagnes entreprises au sein de la population, ou après le service militaire ? Ou la volonté de rechercher dans l'armée la solution au chômage avec les devancements d'appel, les prolongations du service, les engagements, les perspectives de carrière ?

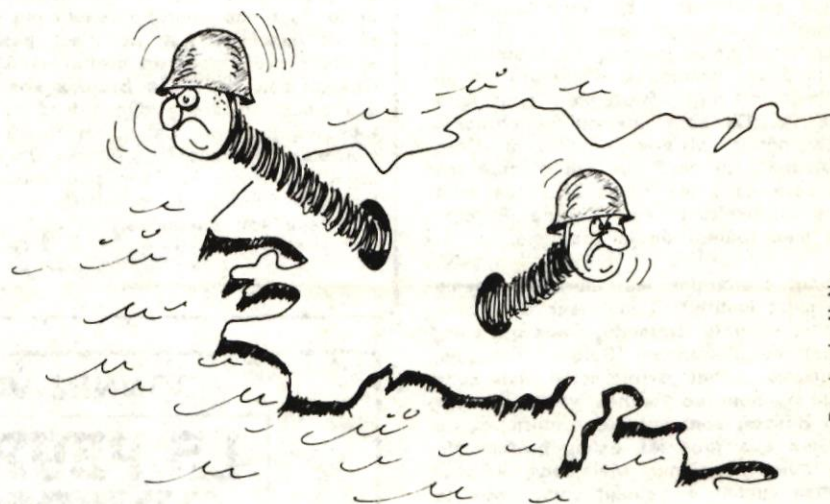
Peut-on ici oublier le pouvoir des Bretons issus de l'armée ? Le pouvoir des gradés et des décorations dans les conversations, le pouvoir des spectacles militaires, pas seulement dans les zones rurales, le pouvoir énorme des retraites et des pensions militaires ?

Peut-on, quand on parle d'emploi, oublier l'auréole des anciens militaires auprès des patrons et l'acceptation des priorités qu'ils obtiennent ?

Peut-on négliger en Bretagne l'extension monstrueuse des camps et des casernes, oublier l'armée ne respectant ni les champs ni les travaux des agri-

Et puis il faut se demander aussi d'où pourrait surgir la menace pour une telle armée, où se trouve aujourd'hui son ennemi potentiel. Dans le monde socialiste, comme le laissent à mots couverts entendre les déclarations officielles et comme le montre le développement du dispositif de défense ? La notion d'obéissance aveugle est-elle dans ce cas acceptable ? Et si la menace provient d'un état capitaliste opposé à un autre état capitaliste, peut-on dans ce cas réussir une mobilisation totale et unanime des travailleurs ?

Une armée au service du capitalisme et entraînée dans la perspective de sa sauvegarde, sous la direction d'une bourgeoisie française ou sous la pression d'intérêts supranationaux ne peut avoir la confiance du peuple breton ; pas plus qu'une armée française niant l'existence des peuples et exaltant l'existence de la nation française comme seule valeur digne d'être défendue, au besoin en lui sacrifiant sa vie.



culteurs, oublier Coëtquidan, oublier ce repoussoir à usines nue constitue la lèpre des terrains militaires qui s'étendent ?

Sans compter les interrogations sur le devenir de cette armée. C'est-à-dire une armée basée sur une idéologie strictement nationale est-elle possible en régime socialiste ? ou dans le cadre d'une Europe des peuples ? Et quel est le devenir des peuples inclus dans des états artificiels, ou comme les Basques et les Catalans, écartelés entre deux états ?

La notion d'indépendance nationale a-t-elle encore un sens pour des sociétés multinationales d'origine américaine, allemande ou japonaise ayant d'énormes capitaux en France ?

Dans l'état actuel des choses, il est inconcevable que les soldats ou les marins continuent à voir leurs droits élémentaires limités. En tant qu'hommes, que citoyens, que travailleurs ils ne peuvent plus être soumis à une discipline aveugle allant jusqu'aux absurdités ; ils ne peuvent plus cautionner le gaspillage, le temps perdu, les exercices dépassés, l'amoralisme encouragé, le préjudice causé sur le plan des études, du métier.

Une armée populaire est possible, attachée au lieu de travail et au domicile, entraînée contre les dangers réactionnaires intérieurs et extérieurs, et solidaire des forces laborieuses des autres peuples.

Section de Nantes-St-Herblain